

# CHRONIQUE BIBLIOGRAPHIQUE

SOUS LA DIRECTION DE

Anne DULPHY\*

AVEC

Aurélien BARBE, Tetyana BOBURKA, Yann BEDZIGUI,  
Antoine DUBREUIL, Julian FERNANDEZ, Grégoire GAYARD,  
JONATHAN JUNG, Floriane PALAU-LEGUAY et KEYVAN PIRAM\*\*

---

\* Maître de conférences à l'Ecole polytechnique (France) et à l'Institut d'études politiques de Paris (Sciences-Po, France) ; chercheur rattachée au Centre d'histoire de la Fondation nationale des Sciences politiques (France).

\*\* Doctorants rattachés au Centre Thucydide de l'Université Panthéon-Assas (Paris II, France).

## SOMMAIRE

### ***Chronique des ouvrages***

#### *Sécurité globale et nouveaux enjeux*

Sécurité globale et terrorisme  
Nouveaux espaces et territoires de conflits : mer, espace, ville...  
Les migrations internationales

#### *L'ingérence en question*

La politique de la Chine au Tibet et dans les pays en développement  
Les dérives autoritaires de la Russie  
La dictature militaire en Birmanie

#### *Regards sur les Etats-Unis*

Réflexions sur la puissance américaine  
La politique étrangère américaine  
Les élections et la démocratie américaine en question

#### *L'Union européenne en crise ?*

L'Union européenne à l'épreuve de la présidence française  
Questions de sécurité et de frontières  
Perspectives d'avenir

### ***Chronique des revues***

#### *Ordre international et pôle européen*

Numéros spéciaux  
Le renouveau des jeux de puissance  
La réflexion sur l'Union européenne  
Tensions et conflits dans l'espace proche-européen

#### *Vie et crise du modèle démocratique*

Numéros spéciaux  
Le modèle en question  
Les élections et leurs enjeux : Iran, Etats-Unis

#### *La puissance chinoise*

Numéros spéciaux  
Les Jeux olympiques  
Les défis internes  
La politique extérieure

## CHRONIQUE DES OUVRAGES 2008

Cette chronique ne prétend pas rendre compte de l'ensemble des ouvrages publiés en 2008 sur les relations internationales – tâche du reste impossible. Autour de rubriques représentatives des centres d'intérêt dominants au cours de l'année (sécurité globale et nouveaux enjeux, l'ingérence en question, les Etats-Unis, enfin l'Union européenne), une sélection de titres est donc opérée, chacun étant brièvement présenté et commenté. Ce choix est orienté par les éléments disponibles et les lectures de l'équipe, mais, en raison même de son caractère limité, il s'efforce de retenir l'essentiel pour fournir un instrument utile.

### *Sécurité globale et nouveaux enjeux*

La mondialisation pose de façon accrue des problèmes de sécurité nouveaux pour les Etats. Certes, le phénomène terroriste continue de monopoliser l'attention, aussi bien des dirigeants que des opinions publiques. Cependant, la sécurité du monde ne saurait se limiter à la seule lutte contre le terrorisme et à la pratique de guerres irrégulières et insurrectionnelles. D'autres enjeux se doivent également de retenir l'attention. De nouveaux espaces de conflits et de guerres se dessinent ou se confirment, sur les océans, dans l'espace et en ville. Or, aussi bien la guerre que l'interconnexion croissante du monde pousse un nombre grandissant d'hommes et de femmes à tenter l'aventure de la migration. Or, les migrations internationales posent aussi des problèmes de sécurité aux Etats qui ne peuvent être envisagés que de façon globale.

### *Sécurité globale et terrorisme*

- D. BIGOT / L. BONELLI / T. DELTOMBE (dir.), *Au nom du 11 septembre. Les démocraties à l'épreuve de l'antiterrorisme*, La Découverte, Paris, 413 p.

A travers les contributions d'une trentaine de spécialistes européens, universitaires ou journalistes, cet ouvrage décrypte les conséquences de la lutte antiterroriste sur les démocraties occidentales. Il explore l'antagonisme sécurité-libertés publiques et met au jour l'émergence de « pratiques illibérales », c'est-à-dire « de poches d'exception ordinaire enchâssées au cœur des régimes politiques libéraux ». Dans cette optique, les auteurs analysent les questions cruciales que sont la torture, les prisons d'exception, les mesures juridiques, le financement du terrorisme, sa forte médiatisation et ses conséquences sur la maîtrise des esprits, selon une approche générale qui englobe la totalité des acteurs comme les Etats, le législateur, les militaires, les magistrats ou les renseignements. Au plan géographique, l'étude est largement centrée sur les réponses des grandes puissances (Etats-Unis, France, Russie, Royaume-Uni, Italie, Espagne). Elle ne doit pas être comprise comme une critique de l'antiterrorisme mais comme un moyen de distanciation vis-à-vis du discours officiel.

- M. CARR, *La Mécanique infernale : histoire du XX<sup>es</sup> siècle à travers le terrorisme. Des Nihilistes russes à Al Qaïda*, Editions Héloïse d'Ormesson, 558 p.

Matthew Carr retrace ici l'histoire controversée du concept de terrorisme depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, des anarchistes russes à Al Qaïda, de l'insurrection irlandaise à la décolonisation, du FLN à la Fraction armée rouge. Journaliste-reporter au *Guardian*, l'auteur démystifie les justifications complexes et diverses de la violence, tout en montrant les difficultés rencontrées au cours de l'histoire pour définir la frontière entre ce qui est terroriste et ce qui ne l'est pas. Il apporte de plus des observations importantes sur les conséquences néfastes d'une diabolisation du terrorisme. Cette mécanique

infernale, à la source de laquelle on trouve une logique et une rhétorique de coercition et de répression, est une impasse politique à ses yeux car elle omet de comprendre les origines de la violence et néglige ainsi les possibilités de prévention.

- G. CHALIAND, *Les Guerres irrégulières : XX<sup>e</sup>-XXI<sup>e</sup> siècles. Guérillas et terrorismes*, Gallimard (coll. Folio actuel), Paris, 980 p.

Voici l'ouvrage de référence, tant pour sa forme – de nombreuses contributions que pour son ambition, sur les guerres irrégulières, « *guerres du faible contre le fort* », qui sont apparues dans les années 1970 et trouvent leurs expressions principales dans la guérilla et le terrorisme. Gérard Chaliand articule ainsi son ouvrage autour de quatre idées fortes : le récit, l'analyse, la théorie et les terrorismes. Il donne la parole dans un premier temps aux acteurs et témoins privilégiés de ces guerres, du côté des insurgés comme du côté contre-insurrectionnel, dans de nombreux pays (Chine, Vietnam, Yougoslavie, Algérie, Colombie...). Il révèle ensuite les stratégies, les cadres, les modes d'actions, les discours, les techniques qui sont à l'œuvre et évoluent dans ces nouvelles formes de guerres. Les discours théoriques sont aussi largement discutés au travers de textes de Ho Chi Minh, Mao Zedong ou du général Petraeus sur l'Iraq. Il permet ainsi de démonter la logique propre au terrorisme et de la rattacher à une actualité brûlante.

- C. CHOCQUET, *Le Terrorisme n'est pas la guerre*, Vuibert, Paris, 2008, 229 p.

Comme l'indique le titre de son livre, Christian Chocquet récuse ici l'idée et la rhétorique employée après les attentats du 11 septembre 2001 d'une « guerre contre le terrorisme ». Cette nouvelle forme de guerre n'est pour l'auteur qu'un discours de justification des attaques entreprises contre l'Afghanistan ou l'Iraq. Il analyse ainsi le renversement de logique opéré après le 11 septembre : d'un phénomène considéré comme criminel à l'origine, le terrorisme est compris aujourd'hui comme une « *véritable situation de guerre* ». Ce constat est ainsi à l'origine de l'échec des réponses apportées, à l'image des modifications des législations nationales restreignant les libertés publiques. L'auteur préconise de mieux prendre en compte la diversité et la complexité du terrorisme. La conduite classique d'un conflit armé ne correspond plus à une solution adéquate, « la guerre contre le terrorisme » devant restée avant tout une métaphore.

- A. LAMBALLE, *Insurrections et terrorisme en Asie du Sud*, Editions Es-Stratégies CEREM, Paris, 2008, 632 p.

L'Asie du Sud n'est pas pacifique, nous rappelle l'auteur. Domaine géographique peu étudié, elle est le lieu de nombreux conflits armés qui s'enchevêtrent, entre insurrections et terrorisme. Il est question dans un premier temps des aspects internes avec les typologies des organisations, leurs idéologies, leurs ramifications. De même sont analysés les rapports entre terrorisme et guerre, terrorisme et armes de destruction massive ou bien encore terrorisme et éducation. Dans un second temps, l'auteur décrit les aspects internationaux, avec les accusations mutuelles des Etats, les coopérations, les revendications... L'étude brasse ainsi une multitude de problématiques selon les zones géographiques (Inde, Pakistan, Sri Lanka, Birmanie, Bangladesh, Afghanistan) ou les caractéristiques des organisations (islamistes ou non islamistes, mafieuses, internationales...).

*Nouveaux espaces et territoires de conflits : mer, espace, ville...*

- D. BOREL / I. SOURBÈS-VERGER, *Un Empire très céleste : la Chine à la conquête de l'espace*, Dunod, Paris, 2008, 275 p.

Les auteurs, spécialistes de l'espace, prennent prétexte de l'actualité spatiale de la Chine, commentée en Occident, pour retracer l'histoire du programme spatial chinois depuis 1956 et son accélération récente. La politique spatiale de la Chine est replacée dans ses différents contextes, historique, géographique avec une analyse des sites de lancement, géopolitique avec la concurrence des voisins japonais et indien, technique, budgétaire. Il apparaît que la politique spatiale s'est éloignée du pouvoir politique, ce qui est certes un gage de meilleure efficacité et d'indépendance accrue, mais signe aussi une certaine perte d'influence de ce domaine auprès des dirigeants chinois. Au moment où elle est traversée par des bouleversements sociaux importants, la Chine hésite entre une politique spatiale de prestige en vue d'asseoir son statut de grande puissance internationale et une option réaliste, plus modeste mais au service du développement économique et de la population.

- D. GALULA, *Contre-insurrection : théorie et pratique*, Economica (coll. Stratégies et doctrines), Paris, 2008, 213 p.

Ce livre est la traduction française d'un ouvrage paru aux Etats-Unis en 1963 et rédigé par un ancien officier français. Issu de l'expérience que tire son auteur des guerres d'Indochine et d'Algérie, l'ouvrage est porté par la conviction que la victoire de l'insurrection n'est pas inéluctable et qu'il faut donc apprendre à la gérer correctement. Y sont analysées les causes et les conditions de l'apparition d'une insurrection. Combinée à l'action militaire, l'approche politique pour réduire et vaincre l'insurrection est la seule possible : il s'agit de gagner le cœur des populations en organisant tout un processus politique local, allant de l'expulsion des forces insurrectionnelles à l'organisation d'élections locales et, *in fine*, au ralliement des derniers insurgés. La préface du général américain Petraeus donne un éclairage sur la lecture et l'application contemporaines qui en ont été faites en Iraq.

- B. GERMOND, *Les Forces navales européennes dans la période post-Guerre froide*, L'Harmattan, Paris, 2008, 294 p.

Issu d'une thèse, cet ouvrage aborde, dans le cadre plus large du renouveau des études de sécurité, les évolutions et les adaptations des marines européennes dans le contexte mouvant de l'après-Guerre froide. Entre contraintes budgétaires fortes, actions opérationnelles plus nombreuses et nécessité de coopération à l'international, l'auteur revient sur le rôle de l'Europe dans ces évolutions, alors que l'industrie navale européenne a réussi à se moderniser et se regrouper. Les capacités d'adaptation des marines européennes à leur nouvel environnement stratégique, qu'on pensait devenues inutiles, résultent pour l'auteur de la spécificité du milieu marin, qui a toujours imposé aux marines une réactivité plus grande qu'aux autres armes. Un essai de hiérarchisation et de typologie des diverses marines européennes en cinq catégories vient clore l'étude.

- J. R. HOLMES / T. YOSHIHARA, *Chinese Naval Strategy in the 21<sup>st</sup> Century: the Turn to Mahan*, Routledge, Londres, 2008, 167 p.

La stratégie navale chinoise est analysée par les auteurs, spécialistes de l'Asie, sous l'angle de la théorie de Mahan. Dans un monde marqué par la mondialisation, où la majorité des échanges se fait par voies maritimes, le contrôle des voies de communication apparaît primordial. C'est pourquoi la marine chinoise développe une politique de contrôle de points d'appui vitaux, appelée le « collier de perles ». Cependant, la Chine est confrontée en même temps au dilemme de la défense de son littoral. Une tension entre les deux approches se fait jour, ce qui peut aider à esquisser une feuille de route pour une stabilité maritime asiatique.

- R. LABEVIERE / F. THUAL, *La Bataille du Grand Nord a commencé...*, Perrin, Paris, 2008, 252 p.

L'Arctique est devenu un thème d'actualité récurrent, tant en matière militaire qu'environnementale. Bien que de conquête ancienne, il avait été négligé par les cinq pays possessionnés, qui en redécouvrent maintenant les enjeux et les avantages. Les auteurs font le point sur les conséquences du réchauffement climatique en Arctique, qui offre de nouvelles perspectives en matière de sécurité, notamment l'ouverture des nouvelles routes maritimes libres de glace et l'accès plus aisé à des ressources jusqu'à présent non accessibles. Les problèmes de délimitation maritime et de souveraineté disputée sur certaines terres sont abordés. En filigrane apparaissent les enjeux énergétiques des ressources d'hydrocarbures et halieutiques. Le Groenland et, avec lui, la base américaine de Thulé, est l'objet d'un développement particulier et son avenir, incertain, est évoqué au même titre que celui, tout aussi rempli d'incertitudes, des peuples circumpolaires, qui doivent faire face à des défis les dépassant. Un jeu de cartes vient illustrer les propos des auteurs.

- T. G. MAHNKEN / J. A. MAIOLO, *Strategic Studies. A Reader*, Routledge, Londres, 2008, 450 p.

Ce recueil reprend un certain nombre de textes de stratégie écrits par des personnalités reconnues ou ayant suscité la polémique en leur temps, comme Sun Tzu, Lidell Hart ou bien encore Corbett, Galula et Mao Zedong. Ainsi, à la lumière de la théorie stratégique que ces auteurs ont contribué à définir, sont abordés les thèmes de la guerre terrestre, maritime et aérienne, de la stratégie nucléaire, des guerres irrégulières et asymétriques et les problématiques contre-insurrectionnelles et terroristes. La question de l'avenir de la guerre et de la stratégie du futur est traitée en guise de conclusion.

- B. PREZELIN, *Flottes de combat 2008*, Editions maritimes et d'outre-mer, Rennes, 2008, 1 321 p.

Somme paraissant tous les deux ans, cette édition 2008 se veut une vision exhaustive des matériels à disposition de toutes les marines du monde. Après une présentation où chaque marine est placée dans son contexte et où les évolutions les plus récentes sont prises en compte, chaque navire bénéficie d'une notice illustrée présentant ses caractéristiques, ses problèmes éventuels de conception ainsi que les actions auxquelles il a pris part ou les théâtres d'opérations sur lesquels il a été déployé.

- R. TRINQUIER, *La Guerre moderne*, Economica (coll. Stratégies et doctrines), Paris, 2008, 110 p.

Cet ouvrage est une réédition d'un livre paru en 1961 et écrit par un ancien officier de l'armée française en Algérie. La guerre insurrectionnelle se livre au milieu des populations, lesquelles en sont l'objet ultime. Une armée conventionnelle se retrouve ainsi à lutter contre un ennemi qui utilise des méthodes de guérilla, dont l'arme capitale est le terrorisme. La conduite de la guerre s'en trouve par conséquent totalement modifiée, aussi bien dans son aspect politique que dans sa pratique militaire sur le terrain. Face à un ennemi qui ne respecte pas les mêmes règles du jeu, l'auteur fait le constat de l'échec et de l'inefficacité des moyens traditionnels de la guerre classique. Se pose alors le problème du recours à la torture. Il propose en effet d'utiliser les mêmes méthodes que l'ennemi, en portant la guerre insurrectionnelle chez l'ennemi, c'est-à-dire dans ses sanctuaires. L'actualité de cette vision de la guerre contre-insurrectionnelle, qu'on la partage ou non, n'est plus à démontrer dans les conflits actuels.

- E. WEIZMAN, *A travers les murs : une nouvelle guerre urbaine*, La Fabrique, Paris, 2008, 128 p.

Le conflit israélo-palestinien est devenu pour l'armée israélienne une guerre urbaine nécessitant une remise en cause profonde de ses méthodes de combat. L'opération sur Naplouse en 2002 en a été pour l'auteur la preuve la plus concrète, les soldats progressant littéralement à travers les maisons et non plus par le biais traditionnel du réseau urbain des rues et autres artères. Alors que les armées du monde entier viennent chercher inspiration et entraînement en Israël pour s'aguerrir à la guerre urbaine, cette nouvelle méthode semble faire débat au sein même de Tsahal, entre « Anciens » et « Modernes », y révélant un conflit générationnel. Pour l'auteur, la défaite de 2006 au Liban repose dans l'impréparation, mais surtout dans l'incompréhension de cette nouvelle forme de guerre par les réservistes israéliens.

### *Les migrations internationales*

- F. ADELKHAH / J.-F. BAYART (dir.), *Voyages du développement. Emigration, commerce, exil*, Karthala (coll. Recherches internationales), Paris, 2008, 368 p.

Après des recherches de terrain dans le bassin méditerranéen, en Afrique occidentale, dans la région irano-afghane du Khorassan et en Asie du Sud-Est, les huit auteurs analysent une des « pratiques » liées au développement : les migrations. Les motivations des migrants mêlent nécessités matérielles, ambition individuelle, goût de l'aventure, occasions d'affaires ou encore fuite d'une région en conflit pour les réfugiés. Pour certains, la migration devient, volontairement ou non, un mode de vie permanent. Les auteurs estiment nécessaire que les problématiques du développement prennent mieux en compte la complexité des mobilités contemporaines – en particulier en s'émancipant des attentes sécuritaires qui pèsent de plus en plus dans les politiques publiques –, puisque ces dernières relèvent de ses objectifs les plus directs.

- B. BADIE / R. BRAUMAN / E. DECAUX / G. DEVIN / C. WITHOL DE WENDEN, *Pour un autre regard sur les migrations*, La Découverte, Paris, 2008, 126 p.

Les auteurs, juristes, politistes et spécialistes des migrations, invitent à porter un regard nouveau sur les migrations, défendant la thèse selon laquelle l'ouverture des frontières facilite la mobilité alors que leur fermeture favorise l'installation des immigrants dans le pays d'accueil. Ils plaident pour une meilleure protection des droits des migrants – qui représentent 3 % de la population – proclamés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948, notamment le droit de quitter un pays, y compris le sien. Ils présentent les politiques d'immigration de la Californie et de l'Espagne comme favorables à la croissance économique car elles autorisent l'immigration saisonnière. Les auteurs proposent enfin un dispositif de gouvernance mondiale des migrations, associant organisations internationales, Etats, société civile, syndicats et organisations patronales.

- C. BERTRAND (dir.), *L'Immigration dans l'Union Européenne*, L'Harmattan, Paris, 2008, 340 p.

Issues d'une journée d'étude rassemblant juristes et politistes, les contributions de cet ouvrage dressent un panorama des problématiques actuelles de l'immigration dans l'Union européenne. Les Etats membres, dont les compétences sont encadrées par des exigences juridiques internes et externes, ont tendance à limiter l'arrivée des immigrants sur leur territoire. Ils hésitent le plus souvent à établir un régime juridique favorable aux immigrants, de peur d'attirer ces derniers en trop grand nombre. Le statut des migrants subit ainsi les influences, parfois contradictoires, des droits international, européen, communautaire ou encore interne – ce qui ne permet pas à l'Union européenne et aux Etats membres d'élaborer une ligne de conduite unique et cohérente.

- S. DANIEL, *Les Routes clandestines*, Hachette, Paris, 2008, 279 p.

D'origine béninoise et journaliste en Afrique pour RFI et l'AFP, l'auteur a accompagné, en se faisant passer pour l'un d'entre eux, un groupe d'Africains candidats à l'immigration clandestine de Lagos à Ceuta. Il invite ainsi à mieux comprendre qui sont ces hommes et ces femmes. Il montre qu'ils ne sont pas les plus pauvres, puisqu'ils ont réuni de grosses sommes pour les frais du voyage et les passeurs, dont certains sont eux-mêmes candidats à l'immigration. Le récit illustre l'ingéniosité des migrants, lesquels utilisent aussi bien des moyens de fortune que les technologies de pointe pour traverser le désert et déjouer les contrôles.

- D. DUEZ, *L'Union européenne et l'immigration clandestine. De la sécurité intérieure à la construction de la communauté politique*, Université de Bruxelles, Bruxelles, 2008, 284 p.

La lutte contre l'immigration clandestine constitue l'une des priorités de l'Union européenne dans le cadre d'un projet communautaire de sécurité intérieure. Or, les principes de liberté, de sécurité et de justice défendus par l'Union sont mis à mal par la détérioration de la sécurité des migrants. Loin de légitimer l'UE, cette politique met ainsi en doute son efficacité et, plus fondamentalement, les valeurs qu'elle défend, puisqu'elle favorise indirectement le développement de filières criminelles de trafic humain. La politique d'immigration actualise le débat sur les frontières extérieures de l'Union. L'auteur prône son incorporation dans le cadre plus large du processus d'intégration européenne, ce qui permettrait aussi d'accroître les moyens techniques, humains et financiers disponibles pour une politique d'immigration plus cohérente avec les objectifs affichés.

- S. GILDAS, *La Planète migratoire dans la mondialisation*, Armand Colin, Paris, 2008, 255 p.

L'histoire et la géographie des pratiques et circulations migratoires permettent de dresser un panorama des migrations internationales qui ont favorisé la mise en réseaux du monde. Selon l'auteur, la mondialisation générale a produit la mondialisation migratoire. Cependant, cette dernière a développé ses propres enjeux (principalement financiers, identitaires et culturels), car elle suit des logiques autonomes (notamment affectives, familiales, sociales, diasporiques et ethniques). L'auteur s'interroge également sur l'application du modèle de l'Espace Schengen, qui a établi un nouvel ordre sécuritaire au niveau régional, à une échelle globale pour réguler les migrations.

### ***L'ingérence en question***

Entre droit et devoir, entre responsabilité de protéger et devoir d'assistance, l'ingérence continue de soulever de nombreuses interrogations. Alors que le débat est alimenté par de multiples crises et conflits à travers le monde, trois retiennent particulièrement l'attention : la politique de la Chine au Tibet et dans les pays en développement, notamment en Afrique et en Amérique latine ; les dérives autoritaires de la Russie, qui s'illustrent tant dans le contrôle du secteur énergétique et de l'armée par un régime politique oligarchique que dans l'intérêt renouvelé pour les pays en développement ; enfin, la dictature de la junte militaire en Birmanie, après sa répression des manifestations des moines bouddhistes en septembre 2007, puis sa gestion de l'aide humanitaire consécutive au passage du cyclone *Nargis* en mai 2008.

#### *La politique de la Chine au Tibet et dans les pays en développement*

- A. DOTÉZAC, *Les Lamas se cachent pour renaître*, Xenia, Vevey, 2008, 240 p.



L'auteur, professeur de droit des conflits armés et des religions, rappelle l'histoire et la géopolitique mouvementées du Tibet en analysant l'évolution du Bouddhisme tibétain et les rivalités des différentes écoles de pensée. Il plaide pour un Tibet libre, indépendant, démocratique et laïc, gouverné par le peuple. Admirateur du Dalai Lama, il remet toutefois en cause le système de castes de moines, qui ont capté le pouvoir et la richesse au détriment de la spiritualité. Il montre que, chaque fois que les moines eurent à assumer le pouvoir politique, parfois après un coup d'Etat, ils ont inhibé la capacité d'adaptation à la modernité et ont affaibli le Tibet, situation dont a profité la Chine.

- F. LENOIR, *Tibet, le moment de vérité*, Plon, Paris, 2008, 236 p.

En vingt questions, l'auteur explique l'historique, la nature et les conséquences du conflit entre la Chine et le Tibet. Après un bref aperçu historique de leurs relations, il étudie les intérêts chinois au Tibet, qu'ils soient stratégiques et militaires – pour élargir les frontières et se mettre à l'abri d'une menace indienne – ou économiques – les plus grands fleuves asiatiques y prenant leur source. L'auteur explique ensuite l'attitude ambiguë de la communauté internationale, qui n'a pas réagi lors de l'invasion en 1950, dans le contexte de la Guerre froide, mais qui se passionne toujours pour la cause tibétaine. Il remet en question la légitimité de l'attribution des Jeux olympiques de 2008, mais ne souhaite pas un boycott. Sa conclusion est pessimiste. Face à l'intransigeance de Pékin et alors que le Dalai Lama ne demande plus l'indépendance mais l'autonomie, des mouvements plus radicaux de jeunes Tibétains – qui sont à l'origine des révoltes de mars 2008 – font davantage entendre leur voix. Pour l'auteur, une solution ne peut venir que d'un changement de régime en Chine.

- C. LEVENSON, *Tibet, la question qui dérange*, Albin Michel, Paris, 2008, 298 p.

L'auteur, spécialiste du Tibet et une des proches du Dalai Lama, réalise une synthèse globale de la question tibétaine. Elle montre comment, depuis Mao, les prétentions chinoises, fondées sur la violence colonisatrice, sont un déni de la légitimité historique du Tibet. La sinisation se poursuit car la Chine ne pourrait se développer sans l'exploitation des ressources hydrauliques et minières de la région et parce que Pékin a des ambitions territoriales qui dépassent le Tibet et incluent le Népal et le Bhoutan. Après avoir étudié les multiples représentations qui se superposent, notamment parmi les voisins – Inde, Bhoutan, Népal, Mongolie, Russie et Japon –, l'auteur dénonce l'inaction de l'ONU, qui multiplie les résolutions sans suites ni effets et qui a failli à sa mission de protection du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. La négociation apparaît comme la seule solution, la Chine ayant peu d'intérêt à ce que le conflit se prolonge.

- S. MICHEL / M. BEURET, *La Chinafrique. Pékin à la conquête du continent noir*, Grasset, Paris, 2008, 348 p.

En échange des matières premières du continent dans le but d'assurer ses approvisionnements, la Chine contribue au développement de l'Afrique et l'intègre dans la mondialisation. Elle séduit autant les dictateurs – en ne posant aucune condition, en payant comptant ou par des armements, en proposant des *packages* de plusieurs infrastructures et de bâtiments publics – que la population – en employant, en construisant des infrastructures et en fournissant des produits bons marchés. L'Afrique connaît une croissance sans précédent et a désormais le choix. Les Occidentaux, qui ne veulent pas se laisser évincer, tentent de rivaliser. Certains Etats africains, comme le Niger, profitent de la position de faiblesse de l'Europe ou des Etats-Unis pour poser certaines conditions. Toutefois, les auteurs, journalistes, montrent que les investissements chinois créent de nouvelles dépendances, de nombreuses industries africaines sont détruites, les scandales de corruption

ou d'exploitation d'ouvriers africains se multiplient et, à long terme, se pose la question de leurs conséquences sur l'environnement et les droits de l'homme. Les auteurs pensent que la « *Chinafrique* » est une chance de développement unique pour l'Afrique, que les leaders africains ne peuvent se permettre de gâcher par des conflits d'intérêts.

- P. RICHER, *L'Offensive chinoise en Afrique*, Karthala, Paris, 2008, 164 p.

L'auteur, diplomate spécialiste de l'Asie, analyse la conquête économique et politique sans précédent que la Chine mène en Afrique. Le rappel historique des relations commerciales entre Pékin et l'Afrique depuis le XV<sup>e</sup> siècle montre que la Chine s'intéresse de longue date à ce continent, qui lui semble représenter un immense champ de potentialités. La stratégie de la Chine est principalement d'assurer ses approvisionnements en matière premières, en particulier en pétrole. Elle investit dans tous les secteurs, notamment agricole, industriel et minier. Cette offensive chinoise fait prendre conscience aux puissances occidentales qu'elles doivent adapter leurs politiques étrangères en Afrique car la Chine est devenue un partenaire économique essentiel. Cependant, leur retour est rendu plus difficile par l'intérêt que d'autres pays en développement, en particulier en Amérique latine, portent aux pays africains dans le but de tirer profit eux aussi de ce continent.

- R. ROETT / G. PAZ, *China's Expansion into the Western Hemisphere : Implications for Latin America and the United States*, Brookings Institution Press, Washington, 2008, 276 p.

Les onze contributions d'experts de la Chine, de l'Amérique latine, des Etats-Unis et de l'Europe analysent les besoins énergétiques croissants de la Chine, l'évolution de sa politique étrangère et de ses objectifs géopolitiques, ainsi que les conséquences de l'émergence de la Chine en tant que puissance mondiale. Le gouvernement américain s'inquiète de l'accroissement des relations diplomatiques et économiques entre la Chine et l'Amérique latine, considéré comme une menace pour la primauté des Etats-Unis dans leur *backyard* et, plus largement, dans l'hémisphère occidental. Les tensions entre les deux puissances s'en trouvent accentuées, mais les ressources naturelles et énergétiques de l'Amérique latine font de ce continent un partenaire majeur pour la Chine et les pays latino-américains semblent avoir compris les avantages qu'ils peuvent en tirer. L'analyse de ces relations triangulaires permet également de comprendre les conséquences de l'implication chinoise en Afrique et en Asie du Sud-Est.

### ***Les dérives autoritaires de la Russie***

- A. GUILLEMOLES / A. LAZAREVA, *Gazprom : le nouvel empire*, Les Petits Matins, Paris, 2008, 193 p.

Cette enquête menée par deux journalistes nous plonge dans l'univers du géant industriel russe Gazprom, qui dispose des plus importantes réserves mondiales de gaz et est ainsi le principal fournisseur de l'Europe. Le groupe gazier contrôlé par l'Etat s'est considérablement développé au cours des dernières années, se constituant une position forte qui représente une menace pour l'Union européenne, laquelle ne parvient pas à mettre sur pied une politique énergétique commune. Cet ouvrage présente l'histoire et le fonctionnement de Gazprom. Les auteurs se sont intéressés aux liens entre l'entreprise et le pouvoir russe, caractérisés par une forte proximité, renforcée durant la présidence de Vladimir Poutine : la croissance de Gazprom a été soutenue par celui-là, lequel a par ailleurs nommé à sa tête plusieurs de ses proches. Jouissant d'un pouvoir considérable, cette entreprise atypique semble devenir, aux mains du Kremlin, un outil de pression internationale, ainsi que l'a montré l'interruption brutale de l'approvisionnement en gaz de l'Ukraine en janvier 2009.

- A. KALIKA, *L'Empire aliéné. Le système de pouvoir russe*, CNRS Editions, Paris, 2008, 190 p.

Dans cet ouvrage, Arnaud Kalika présente le fonctionnement du régime politique russe sous la présidence de Vladimir Poutine et s'interroge sur ses dérives autoritaires. Ainsi, après s'être penché sur la place centrale qu'occupe celui-là au Kremlin, au-delà de ses fonctions, l'auteur a étudié les groupes et clans proches du pouvoir, ainsi que le cercle d'intimes de V. Poutine. Il s'intéresse ensuite à l'influence des services de renseignement russes, proches de la présidence et dont le rôle a été renforcé au cours des dernières années. Il évoque les relations fluctuantes entre le pouvoir et les oligarques, ainsi que les liens de ces derniers avec le crime organisé. Sont également présentés les rapports entre le pouvoir et différentes catégories d'acteurs : les autorités religieuses, les *think tanks*, les intellectuels, les médias... Arnaud Kalika porte enfin sa réflexion sur la nature du pouvoir russe, entre démocratie dirigée et dictature éclairée, et sur sa politique étrangère depuis la fin de la Guerre froide, entre néo-impérialisme et isolationnisme. Il évoque ainsi la volonté russe de sécuriser ses frontières et de maintenir son influence dans l'espace post-soviétique.

- A. LE HUEROU / E. SIECA-KOZLOWSKI (dir.), *Culture militaire et patriotisme dans la Russie d'aujourd'hui*, Karthala, Paris, 2008, 230 p.

Le mouvement actuel de revitalisation du sentiment patriotique au sein de la population de la Fédération de Russie est intimement lié à la réhabilitation d'une armée nationale dont l'image a souffert, notamment lors de la première crise tchétchène. Cet ouvrage nous montre, au travers de contributions diverses, quelles sont les actions qui ont été entreprises par le gouvernement russe au cours de ces dernières années pour faire reprendre à l'armée sa place de soutien fondamental du patriotisme. En étudiant le renforcement du lien entre armée et religion orthodoxe, le contrôle de l'information sensible ou l'embrigadement de la jeunesse, les auteurs illustrent les moyens utilisés par le gouvernement russe afin de replacer le militaire au centre de la société.

- M. MENDRAS, *Russie, l'envers du pouvoir*, Odile Jacob, Paris, 2008, 333 p.

Spécialiste de la Russie, Marie Mendras s'intéresse dans cet ouvrage au système politique russe, qu'elle critique avec véhémence. Les trois premiers chapitres en présentent les évolutions, avec une approche chronologique. Ainsi, elle expose comment s'est progressivement installée et perpétuée, de la Russie tsariste à l'Union soviétique, la tradition d'un pouvoir fort et autoritaire à la tête de l'Etat. Elle étudie ensuite l'ouverture et la réforme du système politique sous la présidence de Gorbatchev,

puis sa remise en question par la déroute des politiques de Boris Eltsine. Les cinq chapitres suivants portent sur la transformation du pouvoir russe sous la présidence de V. Poutine, dont Marie Mendras dénonce les dérives autoritaires au détriment des libertés individuelles : contrôle des médias et de la justice, irrégularités électorales, clientélisme, corruption, rejet de toute forme d'opposition, culte de la personnalité... Elle constate l'acceptation de ses dérives par la société civile – profitant d'une amélioration de son niveau de vie –, entre soumission et adhésion. Elle s'intéresse également à la politique étrangère russe, entre confrontation et isolement, évoquant notamment la crise géorgienne de l'été 2008. Marie Mendras cherche ainsi à expliquer les contradictions de la Russie actuelle, faite de répression politique et de percées économiques, d'affaiblissement des institutions publiques et de renforcement du pouvoir central, d'anti-occidentalisme et d'interdépendance avec les partenaires occidentaux.

- L. MILLOT, *La Russie nouvelle*, Actes Sud (coll. Questions de société), Arles, 2008, 310 p.

Journaliste à *Libération* en poste à Moscou depuis 2003, Lorraine Millot s'est intéressée à la société russe actuelle, profondément marquée par les années Poutine. A travers de nombreuses anecdotes, elle présente dans cet ouvrage les évolutions sociétales, économiques, politiques et culturelles de ces dernières années. Elle évoque la popularité de l'ancien Président et actuel Premier ministre, Vladimir Poutine, et la faible opposition qu'il rencontre. Selon elle, la Russie actuelle, méconnue des Occidentaux, est très différente de la manière dont nous la percevons en Europe. Si l'ouvrage porte essentiellement sur la société civile russe, il étudie également l'armée et les services de renseignement. L'auteur évoque les liens troubles entre le pouvoir et l'économie, notamment à propos de Gazprom. La seconde moitié de l'ouvrage place la Russie dans son environnement international, s'intéressant ainsi à la Tchétchénie ou encore à l'immigration tadjike et chinoise dans le pays.

- A. DE TINGUY (dir.), *Moscou et le monde. L'ambition de la grandeur : une illusion ?*, Autrement (coll. CERI/Autrement), Paris, 2008, 215 p.

Après l'effondrement de l'Union soviétique et les errements en politique étrangère du président Boris Eltsine, la Russie semble désormais faire son retour au premier plan sur la scène internationale. Les auteurs de cet ouvrage, dirigé par Anne de Tinguy, se sont interrogés sur la capacité de la Russie à jouer un tel rôle et nous exposent les différents aspects de la politique étrangère russe. Après avoir étudié le processus de décision en politique étrangère et les éléments qui l'influencent, ils dégagent les enjeux et objectifs de celle-là, notamment dans l'espace post-soviétique. Ils présentent les atouts et les faiblesses de la Russie dans le contexte international actuel et s'interrogent sur la cohérence entre la puissance russe et les ambitions exprimées par ses dirigeants. Les auteurs s'intéressent ensuite aux relations de la Russie avec les Etats-Unis et l'Europe. Ils analysent également l'ouverture du Kremlin vers l'Asie et le Moyen-Orient, parfois faite avec une certaine ambiguïté. Cet ouvrage, richement documenté, comporte plus d'une trentaine d'extraits d'articles et de déclarations officielles.

- R. YAKEMTCHOUK, *La Politique étrangère de la Russie*, L'Harmattan, Paris, 2008, 435 p.

Dans cet ouvrage, Romain Yakemtchouk, professeur émérite de l'Université de Louvain, présente la politique étrangère de la Russie depuis la dissolution de l'URSS jusqu'au début de l'année 2008. Dans un premier temps, il s'intéresse aux relations de la Russie avec son « étranger proche » : Transnistrie, Ukraine, Belarus, pays Baltes, Caucase et Asie centrale. Les relations particulières qu'entretient Moscou avec les pays de l'espace post-soviétique, sur le territoire desquels se trouvent

souvent des minorités russophones, constituent un terrain favorable aux tensions, voire aux ingérences. Ainsi, si l'ouvrage a été rédigé avant la crise géorgienne de l'été 2008, il expose les conditions et les tensions à l'origine de ce conflit. L'auteur constate le refroidissement des relations entre la Russie et les Etats-Unis, autour des questions de l'élargissement de l'OTAN et de l'installation en Europe d'un système antimissiles. Il s'intéresse également aux relations Russie/Union européenne, marquées par une interdépendance économique croissante, notamment dans le domaine énergétique. La politique étrangère de la Russie à l'égard de l'Afrique, de l'Amérique Latine, de l'Asie et du Moyen-Orient, ainsi que des questions spécifiques comme le Kosovo, l'Arctique ou les Kouriles sont également étudiés.

### *La dictature militaire en Birmanie*

- J.-C. BUHRER / C. LEVENSON, *Birmanie : des moines contre la dictature*, Mille et une nuits, Paris, 2008, 158 p.

La lutte pacifique des moines qui, en septembre 2007, ont quotidiennement défilé et fait la grève des offrandes dans plusieurs villes de Birmanie pour protester, au nom du peuple opprimé, contre la junte au pouvoir depuis 1962 fut alors violemment réprimée. Les auteurs, un journaliste et un écrivain spécialistes de la Birmanie, nous livrent leur analyse, appuyée par des témoignages de moines et d'opposants exilés. Dans ce pays vivant depuis trop longtemps en autarcie, les moines, grâce à leur sérénité et leur détermination, sont apparus comme l'ultime recours contre l'injustice sociale et l'incurie de la dictature militaire. L'opposition démocratique s'organise donc autour des bonzes pour gagner le respect et un peu de liberté. La junte ayant besoin de la reconnaissance de la communauté monastique pour asseoir sa légitimité, la grève des offrandes s'est révélée une arme politique.

- F. DEBOMY / F. GHEHIOUECHE / M. MORAND / M. RAYNAUD, *Birmanie : la peur est une habitude*, Editions Carabas, Paris, 2008, 142 p.

Après une présentation synthétique de la situation depuis la fin de la période coloniale, cet ouvrage évoque les réalités de la « dictature opaque » de la junte militaire à travers six témoignages de personnes vivant ou ayant vécu en Birmanie : une représentante d'ONG, un soldat déserteur, des populations ayant subi des violations de leurs droits dans le cadre de l'installation d'un gazoduc, un travailleur forcé du secteur touristique, un prisonnier politique et une réfugiée exilée au Bangladesh. Ces textes sont illustrés par des bandes dessinées qui permettent de porter à la connaissance d'un large public l'oppression, les enjeux financiers ou encore la part de responsabilité des Occidentaux en jeu – qui hésitent souvent à prendre position contre la puissance mondiale en devenir de la Chine – dans la situation actuelle. Une riche documentation agrémenté cet ouvrage qui mélange les genres.

- G. DEFERT (dir.), *Birmanie contemporaine*, Les Indes Savantes/Irasec (coll. Monographies nationales), 2008, Paris/Bangkok, 475 p.

Issu d'un programme de recherche sur l'Asie du Sud-Est contemporaine, cet ouvrage analyse en profondeur la vie quotidienne en Birmanie à travers 19 articles de spécialistes, qui détaillent les aspects culturels, religieux, politiques, économiques et géostratégiques. Il est complété par une chronologie et une bibliographie rigoureuses et très détaillées. L'ouvrage dénonce la tendance des Occidentaux, d'une part, à réduire la scène politique birmane à un affrontement manichéen entre la dictature et les moines ou la prix Nobel Aung San Suu Kyi et, d'autre part, à se détourner trop

rapidement du sort de la population birmane après l'échec du mouvement des moines en septembre 2007 et le passage du cyclone *Nargis* en mai 2008. Alors que la Chine et la Russie renforcent leur coopération avec le pouvoir birman, les auteurs s'interrogent sur l'effet pervers des sanctions occidentales sur la population civile.

### ***Regards sur les Etats-Unis***

Les Etats-Unis suscitent toujours une abondante littérature dans le champ des relations internationales. L'année 2008, plus que jamais, ne fait pas exception, puisqu'elle a vu de nombreux commentateurs se focaliser sur la première puissance mondiale. Cet intérêt est caractérisé par trois grands axes d'étude : une réflexion de plus en plus pertinente sur la puissance américaine et le déclin de sa *soft power*, une analyse des fondements et déterminants historiques ou idéologiques de sa politique étrangère et, enfin, un thème actuel sur la démocratie et le système électoral américain, remis sur le devant de la scène par l'élection du nouveau président Barack Obama.

#### *Réflexions sur la puissance américaine*

- R. KAGAN, *Le Retour de l'histoire et la fin des rêves*, Plon (coll. Tribune libre), Paris, 2008, 161 p.

Robert Kagan, chantre de la conception réaliste des relations internationales, réaffirme ici ses motifs de déception face à l'espoir suscité par la fin de la Guerre froide et récuse la thèse de la « fin de l'histoire ». Très critique par rapport aux idéalistes et « kantien » des années 1990, il remarque ainsi la prépondérance toujours active de l'Etat-nation en tant qu'acteur majeur des relations internationales, mais aussi le retour au nationalisme de certaines grandes puissances. A l'appui de cette analyse, il s'attache à comprendre la montée en puissance de la Chine, de la Russie, du Japon, de l'Iran ou de l'Inde. Il démontre, de plus, l'émergence d'un antagonisme fort entre un islamisme radical et une culture laïque et moderne. En termes de propositions, Robert Kagan soutient l'idée d'un « concert global », une « ligue des démocraties » qui viendrait non pas concurrencer, mais compléter l'action d'une ONU impuissante. A terme, l'auteur se montre pessimiste sur le devenir de l'idée démocratique.

- P. MELANDRI, *Histoire des Etats-Unis contemporains*, André Versaille éditeur, Bruxelles, 2008, 990 p.

La morosité ambiante à la fin du dernier mandat de George W. Bush, liée à une crise financière et bancaire susceptible d'entraîner une récession sévère, à un engagement en Iraq perçu comme une erreur et aux menaces associées au terrorisme islamiste, à la prolifération des armes de destruction massive ou au réchauffement climatique, ne manque pas de raviver l'idée du déclin américain, par ailleurs évoquée par différents ouvrages de cette chronique bibliographique. Pourtant, les Etats-Unis ont montré au cours de leur histoire une certaine capacité de récupération. Dans ce livre, l'historien Pierre Melandri retrace en mille pages l'histoire complète des Etats-Unis de 1865 à 2008. Il montre comment la jeune république, encore peuplée, au sortir de la guerre de Sécession, d'une majorité de paysans, est devenue, au cours de cette période, une superpuissance sans égale dans l'ordre international. Tout au long de leur formidable expansion, les Etats-Unis ont connu certaines vicissitudes, mais ont, jusqu'à présent, toujours réussi à se relever. Ainsi, qui aurait cru que l'Amérique en crise de Carter deviendrait, moins de deux décennies après, celle de la « Nouvelle économie » de Clinton ? La primauté des Etats-Unis reste d'actualité et son histoire nous invite à considérer avec prudence l'idée du déclin américain.

- A. RASHID, *Descent into Chaos : the US and the Failure of Nation Building in Pakistan, Afghanistan, and Central Asia*, Penguin, Viking Adult, 2008, 544 p.

Ahmed Rashid est un journaliste-reporter de guerre pakistanais reconnu, qui collabore avec de grands quotidiens et revues américains sur l'Afghanistan et le Pakistan. Il analyse dans cet ouvrage la stratégie américaine dans ces deux pays et, plus globalement, au Moyen-Orient avec la guerre en Iraq. Ses conclusions sont radicales et pessimistes. Les Etats-Unis ont échoué à mettre en œuvre leur théorie du « *nation building* » en ne prenant pas suffisamment en compte leur responsabilité aux plans financier et logistique. Mal préparée à l'aube du 11 septembre – l'auteur dénonce souvent l'incompétence des services secrets américains dans cette région –, la puissance américaine n'a fait que renforcer les liens entre les Talibans et le Pakistan et justifier le renouveau idéologique des organisations terroristes islamistes. A travers des analyses précises sur la politique du président Karzaï, la situation au Kashmir ou encore l'assassinat de Benazir Bhutto, l'auteur propose des pistes pour accélérer la marche vers la paix tout en prévenant que le chemin parcouru jusqu'ici ne montre aucun signe d'optimisme.

- J. SAPIR, *Le Nouveau XXI<sup>e</sup> siècle : du siècle « américain » au retour des nations*, Seuil, Paris, 2008, 250 p.

Jacques Sapir pose comme postulat la réfutation de ce que beaucoup d'observateurs ont appelé « le siècle américain », c'est-à-dire une période de domination mondiale incontestée des Etats-Unis, issue des rapports de forces de la fin de la Guerre froide, de la dissolution de l'URSS et de la guerre du Golfe. L'auteur montre ainsi que cette hyperpuissance est largement hypothéquée par les nouvelles stratégies financières issues de la crise de 1997 à 1999 notamment, par l'émergence de la Chine, par le sursaut russe et, enfin, par les difficultés militaires. L'hégémonie américaine serait dès lors à réinterpréter et remplacer par le « *nouveau XXI<sup>e</sup> siècle* ». Celui-là est caractérisé par la multipolarité, l'absence de puissance régulatrice et les souverainetés nationales. Selon l'auteur, les dirigeants actuels ont donc une vision réductrice et obsolète du prisme politique. J. Sapir s'attache enfin à analyser la situation française et européenne. Il renvoie le « monstre institutionnel » qu'est l'Union européenne à un rang subalterne et préconise des alliances interétatiques avec les puissances montantes (Chine et Russie).

- S. WALT, *Pourquoi le monde n'aime plus les Etats-Unis*, Demopolis, 2008, 334 p.

Stephen Walt, professeur à la Kennedy School of Government d'Harvard, analyse les causes historiques et politiques de l'effondrement de l'image de la puissance américaine dans l'opinion publique mondiale, c'est-à-dire le déclin de sa puissance douce, de sa *soft power*. Il met ainsi l'accent sur le bilan souvent décrit comme désastreux de la politique militaire unilatérale du président G. W. Bush. L'ouvrage retrace de plus – et c'est là son originalité – les différentes stratégies adoptées par les Etats étrangers face à cette puissance dominante : stratégies d'alignement, d'opposition (Iraq, Corée du Nord) ou de compromis (Lybie, Inde, Arménie). Enfin, il donne les clefs qui ouvriraient la voix à une nouvelle politique étrangère américaine : défense des institutions internationales, priorité à la paix au Moyen-Orient, ouverture de négociations sur la prolifération des armes nucléaires.

- F. ZAKARIA, *The Post American World*, Norton WW Company, 2008, 292 p.

*The Post American World*, ouvrage de Fareed Zakaria au titre provocant et aux thèses originales, a connu un succès retentissant et été l'objet de nombreux commentaires aux Etats-Unis. Plus qu'une étude du probable déclin américain à venir, il s'agit ici d'une analyse destinée à comprendre la montée en puissance des nouveaux grands pôles stratégiques que sont notamment la Chine, l'Inde, le Brésil, la Russie... Après ces cinquante dernières années qui ont vu la domination du monde occidental puis, plus précisément, celle des Etats-Unis, la scène internationale voit l'émergence d'acteurs nouveaux –

souvent non étatiques – comme concurrents de la puissance américaine aux plans financier, industriel et culturel. L'éclosion de cette nouvelle ère ne sera pas obligatoirement anti-américaine, note l'auteur, mais dépassera et renouvellera profondément la vision théorique des relations internationales marquée par une superpuissance unique. En cela, F. Zakaria énonce l'avènement d'un « monde post-américain » qui sera autant un défi pour les Etats-Unis que pour ces concurrents directs.

### ***La politique étrangère américaine***

- M. ALBRIGHT, *Dieu, l'Amérique et le monde*, Salvator, Paris, 2008, 370 p.

Dans cet ouvrage préfacé par Bill Clinton et, dans son édition française, par Hubert Védrine, Madeleine Albright nous livre ses réflexions sur les liens complexes qui existent aux Etats-Unis entre politique étrangère et religion. Dans un premier temps, elle étudie le rôle joué par la religion et la morale dans l'orientation de la politique étrangère américaine. Sans remettre en cause le principe de séparation de l'Eglise et de l'Etat consacré par la Constitution des Etats-Unis et par la Déclaration des droits, elle est favorable à l'intégration des valeurs religieuses dans la politique étrangère américaine. Tout en se montrant critique par rapport à la politique du président George W. Bush, elle défend les principes d'ingérence et de guerre « juste » dictés par la morale. Puis, M. Albright s'intéresse plus particulièrement à la religion musulmane, dont elle présente les principes de manière pédagogique. Elle expose les différents problèmes rencontrés par les Etats-Unis et, plus généralement, par l'Occident laïque face aux nations musulmanes. Elle évoque notamment la question du terrorisme, le conflit iraquien et la paix au Proche-Orient. Rejetant l'idée d'un choc de civilisations, elle impute ces problèmes soit à une mauvaise intégration du fait religieux par les décideurs et stratèges occidentaux, soit à son instrumentalisation par une minorité de Musulmans. Dans un style très personnel, l'ancienne Secrétaire d'Etat de l'administration Clinton enrichit ses propos de nombreuses anecdotes concernant son enfance, ses origines, ses croyances et son expérience à la Maison-Blanche.

- S. BALME / D. SABBAGH, *Chine/Etats-Unis. Fascinations et rivalités*, Autrement (coll. Mondes et nations), Paris, 2008, 170 p.

Mêlant une étude chronologique et une approche thématique, cet ouvrage présente les évolutions et les ambiguïtés des relations sino-américaines, à la fois caractérisées par une logique de confrontation politique et une interdépendance économique croissante. Dans une première partie, Daniel Sabbagh s'intéresse aux relations interétatiques entre ces deux pays, marquées par des phases de tension et de détente successives au gré de différents événements : avènement de la République populaire, visite du président Nixon à Pékin, répression des manifestations de Tiananmen, bombardement de l'ambassade de Chine à Belgrade par l'aviation américaine, attentats du 11 septembre 2001... Il se penche plus particulièrement sur la question taïwanaise, source de discordes récurrentes entre les deux pays. Dans une seconde partie, Stéphanie Balme étudie les aspects trans-étatiques des relations sino-américaines, qu'il s'agisse des flux migratoires, des échanges commerciaux ou des échanges culturels. Elle évoque également la question du respect des droits de l'homme en Chine et la position du gouvernement américain à ce sujet.

- L. BALTHAZAR / C.-P. DAVID, J. VAÏSSE, *La Politique étrangère des Etats-Unis : fondements, acteurs, formulation*, Presses de Sciences Po, Paris, 2008 (2<sup>e</sup> éd.), 547 p.

Deuxième édition revue et augmentée d'un ouvrage initialement paru en 2003, ce livre s'intéresse aux fondements et à l'élaboration de la politique étrangère des Etats-Unis. Celle-là est



marquée par le poids des traditions politiques, constitutionnelles, culturelles et idéologiques héritées des Pères fondateurs, qui ont su évoluer et se développer au cours des deux derniers siècles sous l'influence des présidences successives. Dans un premier temps, Louis Balthazar présente le cadre constitutionnel de la politique étrangère américaine et dresse un panorama des courants doctrinaux et académiques. Ensuite, Charles-Philippe David et Justin Vaïsse expliquent la formation de cette politique étrangère, issue d'un processus long et complexe caractérisé par une présidence impériale – autour de laquelle gravite un ensemble d'administrations influentes –, contrebalancée par un pouvoir législatif fort au rôle souvent déterminant. Au-delà des institutions politiques, ils décryptent le jeu entre le pouvoir, les médias et l'opinion publique et soulignent le rôle important de la société civile organisée (*think tanks*, lobbies, fondations...).

- P. MELANDRI / S. RICARD (dir.), *La Politique extérieure des Etats-Unis au XX<sup>e</sup> siècle : le poids des déterminants intérieurs*, L'Harmattan, Paris, 2008, 365 p.

La formation de la politique étrangère américaine est un mécanisme complexe, dans lequel les facteurs internes tiennent, le plus souvent, une place prépondérante. Les diverses contributions regroupées dans cet ouvrage s'attachent à analyser mécanismes et institutions permettant cette influence des problématiques intérieures sur l'international, notamment par l'étude de cas pratiques. La politique étrangère américaine apparaît alors comme l'expression non pas des intérêts étatiques, ni même des intérêts du peuple, mais bien comme celle des intérêts de minorités, qu'elles soient ethniques ou groupements *ad hoc*, particulièrement intéressées par une question précise.

- D. VAN EEUWEN / I. VAGNOUX (dir.), *Les Etats-Unis et le monde aujourd'hui*, Editions de l'Aube, La Tour d'Aigues, 2008, 208 p.

A la suite du colloque « Rencontres sur les Amériques contemporaines » organisé en mars 2007 par l'Institut d'études politiques d'Aix-en-Provence et l'Université d'Aix-Marseille I, Daniel van Eeuwen et Isabelle Vagnoux ont réuni les contributions d'universitaires, de chercheurs et de diplomates sur la politique étrangère des Etats-Unis et les problématiques qui l'animent en ce début de XXI<sup>e</sup> siècle. Constitué de vingt articles, cet ouvrage dresse un panorama général des défis auxquels est actuellement confrontée l'administration américaine. Après une étude des relations transatlantiques, les grands enjeux du Moyen-Orient sont exposés. Puis sont étudiées les relations des Etats-Unis avec l'Afrique, ainsi que celles qu'ils entretiennent avec les pays émergents (notamment la Chine, l'Inde et le Brésil). L'unilatéralisme, l'immigration, la sécurité des Etats-Unis et leurs approvisionnements pétroliers sont également des thèmes abordés.

#### *Les élections et la démocratie américaine en question*

- H.-G. BETZ, *Etats-Unis : une nation divisée*, Autrement, Paris, 2008, 228 p.

Hans-Georg Betz analyse le devenir de la démocratie américaine en fonction d'un constat et d'une critique radicale : la profonde division culturelle et idéologique entre les tenants de la droite chrétienne partisans d'une « théocratie américaine » et les défenseurs d'une nation laïque. Il décrypte donc, sondages et références bibliographiques à l'appui, l'importance grandissante des valeurs, des symboles et du facteur religieux dans la société américaine. Les choix politiques sont ainsi dictés par des considérations avant tout culturelles, voire émotionnelles, et ne participent plus de solutions objectives et rationnelles. L'auteur va même plus loin dans sa critique en illustrant le fossé entre les Etats-Unis et l'Europe, symbole de la « *fin du siècle transatlantique* ».

- B. BROWN, *Tout ce que vous avez toujours voulu savoir sur les élections américaines*, Autrement, Paris, 2008, 237 p.

Préfacé par Pascal Perrineau, cet ouvrage d'un professeur de Sciences politiques à la City University de New York, s'attache à réfuter les clichés et stéréotypes de la représentation française – souvent péjorative – vis-à-vis de la démocratie américaine, plus précisément de l'élection présidentielle. Sous la forme originale de questions/réponses, l'auteur analyse l'importance de facteurs- clefs de l'élection, comme l'argent, la religion, l'idée de spectacle, la composition du collège électoral ou les moyens et modes de communication. Il met ainsi en perspective notre vision parfois déformée et donne les moyens au lecteur français de comprendre la démocratie américaine sans préjugé, car, rappelle-t-il en conclusion, citant Mel Brooks, « *nous nous moquons toujours de ce que nous allons devenir* ».

- A. GORE, *La Raison assiégée*, Seuil, Paris, 2008, 318 p.

Voici un diagnostic sévère sur la démocratie participative américaine effectué par l'ex-candidat malheureux à la Maison-Blanche et prix Nobel de la Paix 2007. Il livre ainsi une critique à charge et argumentée des défaillances de l'administration Bush, coupable de ternir l'image américaine aux yeux de l'opinion publique mondiale et de déni de démocratie. Différents thèmes sont abordés, comme la peur en l'avenir, le pouvoir de l'argent, le poids de la religion, les problèmes environnementaux qui pèsent sur la nature même du régime, la politique du mensonge, la négation des droits et libertés individuelles et, en dernier ressort, la crise du politique et de la rationalité. Al Gore milite enfin pour une meilleure prise en compte des intérêts des citoyens à travers l'opinion publique et pour que le pouvoir redevienne *accountable*, c'est-à-dire qu'il s'oblige à rendre des comptes.

- R. PERSICHINO, *Les Elections présidentielles aux Etats-Unis*, Gallimard (coll. Folio Actuel), Paris, 336 p.

Voici une présentation générale, didactique et complète du système électoral américain. L'auteur s'efforce de démontrer et d'analyser l'histoire, les mécanismes, la logique sous-jacente et les enjeux propres à l'élection présidentielle car, comme il le rappelle, « *si elle n'est pas sans dysfonctionnement, elle n'est certainement pas absurde non plus* ». On comprend ainsi clairement l'évolution de la fonction présidentielle, les rouages de la campagne électorale, l'utilité du système des grands électeurs, le jeu des partis, la sociologie géographique, économique ou sexuelle du vote. La dernière partie du livre est consacrée à l'élection de 2008, en présentant les deux grands candidats, leurs programmes, leur personnalités, leurs stratégies, leurs atouts et faiblesses. On peut ainsi avoir accès à une grille de lecture synthétique qui permet d'embrasser aisément la complexité du modèle américain.

### ***L'Union européenne en crise ?***

L'Union européenne est en crise. L'élargissement rapide de quinze Etats membres à vingt-cinq puis vingt-sept semble avoir paralysé les institutions européennes, que les Etats membres ne parviennent pas à réformer, ainsi que l'illustre le rejet du Traité constitutionnel. Pourtant, cette crise ne doit pas occulter l'importance du processus communautaire. D'une part, lorsqu'on regarde vers le passé, force est de constater le formidable chemin parcouru en plus de cinquante ans depuis le Traité de Rome de 1957. Ainsi, l'Union européenne constitue pour le reste du monde un modèle de régionalisme réussi, facteur de paix structurelle entre ses membres et d'intégration économique. D'autre part, lorsqu'on regarde vers le futur, l'Union européenne s'annonce comme l'outil indispensable des Etats membres afin de faire face aux nombreux défis que pose la mondialisation.

Dans cette période cruciale, l'Union européenne fait l'objet de nombreuses publications, dont certaines retracent son histoire – on se bornera à ce titre à signaler le second volume du recueil de textes rassemblés par Bernard BRUNETEAU, *Histoire de l'idée européenne au second XX<sup>e</sup> siècle à travers les textes*, Colin, Paris, 2008, 303 p. D'autres s'intéressent aux problèmes spécifiques que l'UE rencontre, comme les questions de sécurité et des frontières. De façon plus large, nombreux sont les ouvrages qui traitent de la crise institutionnelle actuelle et des manières de la dépasser, à court terme, en remédiant aux blocages actuels, ou, à plus long terme, en proposant des grandes lignes pour la poursuite de la construction européenne. A ce sujet, la présidence française du Conseil de l'Union européenne, au cours du second semestre 2008, a mis sur le devant de la scène la vision française de la construction européenne et les moyens qu'elle devrait mettre en œuvre afin d'atteindre ses objectifs ambitieux.

### *L'Union européenne à l'épreuve de la présidence française*

- Y. BERTONCINI / T. CHOPIN / A. DULPHY / C. MANIGAND / S. KAHN, *Dictionnaire critique de l'Union européenne*, Colin, Paris, 2008, 493 p.

Publié dans le contexte de la présidence française, cet ouvrage collectif, riche de quelque 170 contributeurs d'une quinzaine de nationalités, ambitionne de « mieux donner à voir et comprendre la construction européenne », en faisant écho aux débats qu'elle suscite, c'est-à-dire en adoptant une optique résolument problématisée. Pluridisciplinaire, il associe des regards d'historiens, de géographes et de géopolitistes, de politistes et d'économistes et entend concilier regard historique, réflexions approfondies et ancrage dans l'actualité. Il présente aussi un riche corpus d'annexes (cartes, chronologie détaillée, tableaux).

- T. CHOPIN, *France-Europe. Le bal des hypocrites*, Editions Saint-Simon, Paris, 2008, 218 p.

Directeur des études à la Fondation Robert Schuman, Thierry Chopin analyse le « *malaise culturel français* » face à une Europe dont, au fil des décennies, la France a été à la fois moteur et frein. Il se place dans le registre de la culture politique en étudiant trois spécificités françaises et leur confrontation à l'Union européenne : une vision économique « illibérale » difficilement conciliable avec le marché européen – dont sont précisément étudiés les bénéfices tirés par la population – ; une identité internationale « gallicane », mal à l'aise dans l'Union à Vingt-Sept – mais l'Europe peut-elle être une France en grand ? – ; une culture institutionnelle jacobine en déphasage avec l'univers bruxellois, fait de jeux d'influence et de compromis. Dans tous ces domaines, l'auteur en appelle à des clarifications et des ajustements susceptibles de rendre la France « euro-compatible ».

- L. COHEN-TANUGI, *EuroMonde 2015 : une stratégie européenne pour la mondialisation. Rapport en vue de la présidence française du Conseil de l'Union européenne*, Odile Jacob/La Documentation française, Paris, 2008, 332 p.

La Stratégie de Lisbonne est une initiative commune aux Etats membres de l'Union européenne, qui fixait les objectifs à atteindre en matière de croissance et d'emploi pour la décennie 2000-2010. Dans ce rapport rédigé à la demande du gouvernement français, Laurent Cohen-Tanugi dresse un bilan de cette initiative avant la présidence française du Conseil de l'Union européenne. Il constate que la mise en œuvre de la Stratégie de Lisbonne a produit des résultats mitigés dans les différents Etats membres et souligne notamment les difficultés de la France à atteindre les objectifs qui lui ont été fixés. Fort de ce constat, il propose, pour le cycle 2008-2010, un plan d'actions que le

pays pourrait entreprendre afin de contribuer au succès de cette initiative européenne, d'une part au plan interne grâce à des réformes nationales, d'autre part au plan communautaire en définissant les orientations possibles de la présidence française. Dans la dernière partie de l'ouvrage, la réflexion de Laurent Cohen-Tanugi porte sur l'après-Lisbonne, pour la période 2010-2015. Souhaitant une stratégie européenne plus ambitieuse et mieux adaptée au contexte de la mondialisation, il formule la stratégie EuroMonde 2015, dont il présente les modalités et les conditions de réussite.

- A. JUPPE / L. SCHWEITZER (dir.), *La France et l'Europe dans le monde. Livre blanc sur la politique étrangère et européenne de la France, 2008-2020*, La Documentation française, Paris, 2008, 222 p.

Fruit des réflexions d'une commission indépendante composée de parlementaires, de représentants du monde des affaires et de la société civile, d'universitaires et de chercheurs, de diplomates et de hauts fonctionnaires, ce Livre blanc a été rédigé à la demande du Président de la République et du Premier ministre, sous la direction d'Alain Juppé et de Louis Schweitzer. Son ambition est de servir de fil directeur et de base de propositions aux efforts de modernisation de l'action extérieure de la France au cours des douze ans à venir. La première partie de l'ouvrage présente un diagnostic de l'ordre mondial actuel marqué par la mondialisation. Cette analyse s'intéresse particulièrement à la place de la France et de l'Europe dans cet ordre mondial et des hypothèses d'évolution des équilibres internationaux à horizon 2020 sont formulées. A partir de ce contexte, les auteurs de ce Livre blanc, dans les deuxième et troisième parties, fixent les axes de priorité (sécurité de la France et des Français, Europe, action pour la paix et les droits de l'homme, organisation de la mondialisation, promotion de la langue et de la culture françaises) et exposent une série de propositions pour une réforme efficace et pertinente de la politique extérieure et européenne de la France. Les différents points abordés par ce Livre blanc sont présentés de façon synthétique et illustrés par de nombreuses données statistiques.

- C. LEQUESNE, *La France dans la nouvelle Europe. Assumer le changement d'échelle*, Presses de Sciences Po (coll. Nouveaux débats), Paris, 2008.

Après avoir passé plusieurs années hors de l'hexagone, au CEFRES de Prague (République Tchèque), puis à la LES (Royaume-Uni), Christian Lequesne a voulu écrire un livre d'humeur sur la déstabilisation des anciens membres de l'Union européenne face aux récents élargissements. Selon lui, l'inquiétude de la France, particulièrement perceptible, est liée à sa perception traditionnelle de l'Europe comme levier au service de l'intérêt national, dont la mise en œuvre est devenue malaisée. Elle s'exprime aussi, pour certains pro-européens, dans la crainte d'une dilution du projet initial. Elle se traduit enfin par une interrogation sur les frontières communautaires et les futurs élargissements. Riche de son double regard d'universitaire français et de bon connaisseur de l'Europe centrale, l'auteur appelle à une meilleure compréhension des réalités centre-européennes, au-delà des représentations schématiques largement partagées. Il note toutefois qu'une forme de rapprochement est en train de s'opérer, la crise entraînant, à l'Est, un regain d'intérêt pour le modèle de régulation français, tandis que, à Paris, le paradigme gaulliste est en train d'être dépassé.

- G. DE LA LOYERE, *Europe : le défi français*, Les quatre chemins, Paris, 2008, 166 p.

Dans cet essai à caractère politique, l'auteur voit l'Union européenne comme un levier exceptionnel pour affronter les grands problèmes actuels : difficultés économiques, flux migratoires, approvisionnements énergétiques, préservation de l'environnement... Notamment, il souligne l'importance de l'Union européenne pour la France, dont la marge de manœuvre est nettement

pénalisée par le poids de sa dette publique. Il constate avec amertume le blocage institutionnel de l'Europe, aggravé par les élargissements successifs de l'Union, et la difficulté à dépasser celui-là depuis le rejet, par référendum en 2005, en France et aux Pays-Bas, du Traité constitutionnel européen. Proche de Valéry Giscard d'Estaing, qui a du reste préfacé cet ouvrage, Georges de la Loyère critique les présidents François Mitterrand et Jacques Chirac, auxquels il reproche leur inaction et leur absence de vision européenne. Il invite la France, à l'approche de la présidence française du Conseil de l'Union, à relever le défi européen et propose une série d'actions qui pourraient être entreprises par les partenaires européens.

### ***Questions de sécurité et de frontières***

- M. PETRICIOLI (dir.), *L'Europe méditerranéenne*, PIE/Peter Lang, Bruxelles/Bern/Paris, 2008, 366 p.

Cet ouvrage est le fruit d'une coopération internationale entre des chercheurs de plusieurs nationalités. Il apporte des éclairages géographiques, historiques, économiques, démographiques sur les Etats méditerranéens de l'Europe, plus particulièrement de l'Union européenne. Dans des contributions écrites à la fois en anglais et en français, les auteurs abordent la question des représentations de l'espace méditerranéen et de ses caractéristiques communes, avant de se concentrer sur l'identité de l'Europe méditerranéenne et la problématique de ses relations extérieures. Ainsi, à travers les exemples de Malte, de la Sardaigne, de la Sicile ou bien encore de Chypre, l'identité, la façon de voir et de vivre le monde de cette Europe méditerranéenne apparaissent comme le résultat d'héritages divers. Les problématiques abordées sont très variées, allant des impérialismes grec et italien en Méditerranée aux transformations constantes de l'agriculture méditerranéenne. Cette Europe du Sud conserve ainsi ses caractéristiques propres, malgré l'influence de l'UE et de l'Europe du Nord ; elle tend à se percevoir et se vivre comme un pont ou un sas entre la partie Nord de l'Europe et la rive Sud de la Méditerranée.

- F. DESCHEELAEKERE, *Les Enjeux de l'adhésion de la Turquie à l'Europe*, Hermès Science (coll. ESCEM), Paris, 2008, 162 p.

L'auteur a pris le parti d'aborder ce sujet polémique en étudiant de façon dépassionnée, afin de mieux mettre en avant tous les arguments développés sur cette question. C'est pourquoi, après avoir apporté des précisions sur le pays, son histoire et sa géographie, des repères politiques et économiques, il étudie l'histoire de la candidature de la Turquie et fait notamment le point sur les conditions qui lui ont été imposées pour entrer dans l'Union européenne. L'auteur constate l'amalgame qui a été fait en France entre le principe de la candidature turque et le projet avorté de Constitution européenne. Il détaille les peurs françaises, avant de faire dialoguer les arguments des hommes politiques français favorables ou opposés à l'adhésion de la Turquie. La candidature turque est ainsi abordée à travers le prisme des sujets qui font polémique (Chypre, génocide arménien, droits de l'homme, question kurde, armée), avant que soient mis en avant les enjeux culturel, géographique et géopolitique, enfin ses conséquences sur le devenir du projet européen.

### *Perspectives d'avenir*

- B. ANGEL / M.-C. CHALTIER-TERRAL, *Quelle Europe après le Traité de Lisbonne ?*, LGDJ, Paris, 2008, 196 p.

Ce livre se propose d'envisager l'avenir de l'Europe à travers le prisme de différents axes, allant de l'élargissement, des finances et des dépenses de l'Union à l'Europe sociale, sans omettre la

politique étrangère et militaire européenne et les enjeux énergétiques et climatiques. Cet avenir réside dans les réponses que l'UE devrait ou pourrait donner à ces questions cruciales dans un futur proche. C'est pourquoi les auteurs abordent ensuite les apports du Traité de Lisbonne à la lumière des interrogations qu'ils ont soulevées auparavant, avant d'envisager les enjeux de la présidence française.

- G. BOISMENU / I. PETIT (dir.), *L'Europe qui se fait : regards croisés sur un parcours inachevé*, Presses de l'Université de Montréal/Maison des sciences de l'homme, Montréal/Paris, 2008, 258 p.

Cet ouvrage est le résultat d'un travail interdisciplinaire engagé entre des chercheurs canadiens et européens à l'occasion de l'anniversaire du cinquantième anniversaire du Traité de Rome. Les contributions, diverses, permettent d'illustrer et de mettre en évidence la non-linéarité d'un processus unique au monde. L'évolution complexe de la construction européenne est ainsi évoquée à travers les succès et les échecs de l'Union européenne. Elle apparaît comme le résultat d'enjeux contradictoires et d'évolutions simultanées. Les sujets et les thématiques abordés sont nombreux : économie, société, défense, politique extérieure de l'Union, expression des identités en Europe ou bien encore participation démocratique. Les différents éclairages apportés restituent l'UE dans sa complexité, mais permettent de la faire apparaître aussi comme une synthèse toujours renouvelée d'éléments mouvants.

- D. BROUSSE / T. COQUEBLIN / T. DAPSENS (dir.), *Autonomie stratégique : vers des capacités partagées*, Les Stratégies/CEREM, Fontainebleau/Paris, 2008, 104 p.

Cet ouvrage se donne pour but de montrer quelles voies seraient possibles pour une Europe de la défense. Ainsi, il analyse l'approche française de la défense européenne en présentant les aspects saillants de la question et les enjeux stratégiques pour ce pays. Les auteurs constatent qu'il existe à ce sujet un paysage varié en Europe. Si une culture civilo-militaire existe et semble partagée par tous, des résultats très contrastés selon les domaines envisagés ne manquent pas de surgir, ainsi que l'illustre le nucléaire, où la France reste attachée à sa souveraineté. A l'inverse, des coopérations fructueuses ont vu le jour dans les domaines de l'espace et de l'aéronautique. Trois scénarios pour le futur d'une défense européenne, crédibles et réalistes, ont été élaborés, allant de la continuation de la situation actuelle à un effet-levier qui verrait les Etats se fédérer autour de la sécurité, en passant par une optimisation différenciée des diverses capacités militaires en Europe.

- F. FORET, *Légitimer l'Europe : pouvoir et symbolique à l'ère de la gouvernance*, Presses de Sciences Po, Paris, 2008, 290 p.

Il ressort des échecs des référendums sur la Constitution européenne que des demandes politiques fondamentales se sont fait jour afin de mieux identifier le lieu du pouvoir en Europe, les personnes qui en sont détentrices. Or, l'envie de tourner la page de la Constitution apparaît plus forte que la volonté de donner des réponses à ces questions cruciales pour les citoyens et pour l'Europe. Ainsi, pour l'auteur, si la politique change d'échelle, passant de l'Etat national à l'Europe communautaire, sa nature même ne change pas. C'est pourquoi les formes de l'autorité publique, politique et celles de l'unité sociale ne peuvent se réduire à une approche bureaucratique, rationalisée. Les identités des citoyens européens sont affectés plus directement qu'on ne le pense par la façon dont l'Europe se pense et se rend visible.

- M. KOOPMANN / S. MARTENS (dir.), *L'Europe prochaine : regards franco-allemands sur l'avenir de l'Union européenne*, L'Harmattan (coll. Logiques politiques), Paris, 2008, 404 p.

Les auteurs de cet ouvrage collectif, chercheurs français et allemands, ont eu pour ambition de fournir une analyse prospective bilatérale des grandes questions animant l'Union européenne au moment où elle fête les cinquante ans du Traité de Rome. Les contributions s'articulent autour de quatre grands axes. Partant de la mise en place d'un bilan de la construction européenne, elles se tournent ensuite vers les problématiques liées à l'élargissement, puis vers les questions de *leadership* européen, que celui-là soit politique ou institutionnel, pour enfin aborder la question des défis extérieurs. Sans se placer dans une perspective thématique, les auteurs évoquent tour à tour des problèmes sécuritaires, économiques ou politiques, afin de présenter une vision générale des enjeux de la construction européenne.

- J. LACROIX, *La Pensée française à l'épreuve de l'Europe*, Grasset (coll. Mondes vécus), Paris, 2008, 129 p.

L'auteur, spécialiste de philosophie politique, présente et commente les points de vue et analyses des penseurs politiques français sur l'objet européen. Si c'est bien de la construction européenne qu'il est question dans cet ouvrage, c'est sur la forme politique que doit prendre l'Union que porte le débat, qui s'attarde notamment sur la place des droits dans le nouvel édifice européen. C'est en effet, pour l'auteur, la question du rapport entre droit et politique qui structure la réflexion française sur l'Europe, l'idée d'un fédéralisme européen étant presque unanimement rejetée dans l'Hexagone. Partant de ce constat, il apparaît alors possible de distinguer entre trois conceptions de l'Europe : l'Europe désincarnée, l'Europe rêvée et l'Europe manquée.

- F.-X. PRIOLLAUD / D. SIRITZKY, *L'Europe du Traité de Lisbonne*, La Documentation française, Paris, 2008, 102 p.

Ce livre se présente comme un guide du Traité de Lisbonne qui se propose de présenter les changements apportés par le nouveau traité en matière de réformes institutionnelles et de politiques européennes. Ainsi, après avoir évoqué brièvement l'évolution de l'Europe du Traité de Rome au Traité de Lisbonne, il détaille l'objectif du traité de simplifier l'Europe. Pour ce faire, il énonce par le menu comment la rénovation des institutions européennes pour une nouvelle démocratie est envisagée. Car il s'agit en effet, pour l'Union, de mieux s'insérer dans la mondialisation, de garantir la sécurité de ses citoyens et de la rendre plus influente dans les affaires internationales, tandis que son fonctionnement devient ainsi de plus en plus « à la carte ».

- P. MAGNETTE / A. WEYEMBERGH (dir.), *L'Union européenne : la fin d'une crise ?*, Editions de l'Université de Bruxelles (coll. Etudes européennes), Bruxelles, 2008, 250 p.

Cet ouvrage est le résultat d'un colloque tenu à Bruxelles en 2007, auquel plusieurs chercheurs ont collaboré. L'Union, entrée en crise avec les référendums négatifs de 2005, en est-elle sortie avec le Traité de Lisbonne, malgré le revers irlandais ? Les contributions s'attardent sur la crise de l'UE et ses manifestations, avec les débats autour de la sécurité intérieure, des frontières de l'Union, de l'identité des territoires, du déficit de démocratie à l'échelle communautaire, ou encore le constat partagé d'une banalisation du projet européen. Les auteurs s'attachent alors à éclairer les atouts et les faiblesses de l'Union dans un monde globalisé, à travers l'étude de la gestion des crises, du multilatéralisme, du bilan de l'Europe sociale. Quelles sont les perspectives ouvertes pour l'UE ? Le Traité de Lisbonne est analysé à l'aune de ces débats et de ces perspectives, avec les réponses qu'il entend apporter. Par ailleurs, le rôle de la Cour de justice de Luxembourg et l'avenir de la coopération pénale en Europe font également l'objet d'un traitement spécifique.

## CHRONIQUE DES REVUES

Cette chronique s'appuie sur le corpus suivant :

*Critique internationale*  
*Foreign Affairs*  
*Géoéconomie*  
*International Organization*  
*International Security*  
*Politique étrangère*  
*Politique internationale*  
*Questions internationales*  
*Relations internationales*  
*Revue d'histoire diplomatique*  
*Revue internationale et stratégique*  
*Survival*

Pour l'ensemble de ces périodiques, l'objectif fixé est de dégager quelques thèmes majeurs, représentatifs de l'année écoulée, et de présenter brièvement une sélection d'articles qui les abordent. Des contributions tirées de revues généralistes (comme *Commentaire* ou *Esprit*), ainsi que de magazines (*Foreign Policy*), ont parfois été ajoutées du fait de leur intérêt pour illustrer un de ces sujets. Les publications historiques ont été examinées dans le même esprit de complémentarité.

Les rubriques retenues sont les suivantes :

- Ordre international et pôle européen
- Vie et crise du modèle démocratique
- La puissance chinoise

### ***Ordre international et pôle européen***

Les revues ont consacré cette année beaucoup d'espace à l'analyse de l'évolution des grands équilibres internationaux et à la place que l'Europe sera amenée à occuper sur une scène internationale en mutation. Parmi les écrits qui ont contribué à faire progresser la réflexion sur ces questions, trois ensembles émergent. Le premier regroupe les articles consacrés au renouveau des jeux de puissance. : on y trouve des réflexions sur l'avenir de la puissance américaine et sur les nouveaux équilibres régionaux, en Afrique ou en Asie. Le deuxième ensemble d'écrits rassemble les textes et numéros spéciaux centrés sur le devenir de l'Union européenne : la présidence française de l'Union européenne a en effet été l'occasion pour de nombreuses revues de se pencher sur les défis et enjeux majeurs de la construction européenne. Enfin, un troisième ensemble d'analyses porte sur les points de tension dans l'espace proche européen : il regroupe des écrits sur les suites de la déclaration d'indépendance du Kosovo et sur la politique russe en Ossétie et en Tchétchénie.

#### *Numéros spéciaux*

- « L'avenir de l'Europe », *Questions internationales*, n° 31, mai-juin 2008, pp. 4-94.



Ce dossier spécial de *Questions internationales*, paru juste avant le « non » irlandais au Traité de Lisbonne, s'efforce de peindre un tableau des principaux enjeux auxquels fait face une Union européenne alors à quelques semaines du début de la présidence française. Les contributions réunies dans ce numéro se penchent autant sur les défis intérieurs (blocage de la construction européenne, progrès du marché intérieur, rôle du couple franco-allemand) que sur les défis externes (place de l'Europe dans le monde, liens avec la Méditerranée, avenir de la politique étrangère européenne) qui se posent à l'Union. Certaines des analyses présentées ici, si elles n'ont pas su prévoir les difficultés de la ratification du Traité de Lisbonne, demeurent intéressantes pour comprendre les problèmes de la construction européenne.

Les articles suivants retiennent particulièrement l'attention : S. SUR, « L'Union européenne, les Etats-Unis, la Chine, la Russie et les autres » ; M. FOUCHER, « Dynamiques et blocages de la construction européenne » ; J.-F. JAMET, « L'Europe et la régulation de la mondialisation » ; F. PETTEVILLE / F. TERPAN, « L'avenir de la politique étrangère européenne » ; S. MARTENS, « Le couple franco-allemand : nécessaire mais pas suffisant ».

- « Les défis de la présidence française de l'Union Européenne », *Revue internationale et stratégique*, n° 69, printemps 2008, pp. 67-167.

Ce dossier de la *Revue internationale et stratégique* consacré aux défis de la présidence française de l'Union européenne a été réalisé au printemps 2008, soit quelques semaines avant le rejet du Traité de Lisbonne par les Irlandais. Le numéro spécial détaille aussi bien les attentes des partenaires européens de la France que la préparation et les dossiers-clefs de la présidence française, comme la défense européenne et l'énergie. La présidence, qui s'est déroulée du 1<sup>er</sup> juillet au 31 décembre 2008, devait être marquée par l'aboutissement du processus de ratification du Traité de Lisbonne, mettant ainsi un terme à la crise européenne ouverte par l'arrêt du processus de ratification du Traité constitutionnel en 2005. Il n'en a rien été. Cela étant, au-delà de ce nouveau coup d'arrêt, ce numéro spécial est utile pour saisir les autres dossiers auxquels la présidence française avait l'ambition de s'attaquer.

Les articles suivants retiennent particulièrement l'attention : R. KEMPIN / D. SCHWARZER, « Enfin un rendez-vous européen convaincant, s'il vous plaît ! » ; D. KEOHANE, « 2008 : une année vitale pour la défense de l'UE » ; L. DELCOUR, « L'énergie, enjeu clé pour la présidence française » ; F. CHARILLON, « Les enjeux de la présidence française de l'Union européenne : opportunités et limites ».

- « Un débat transatlantique sur l'UE et son voisinage », *Politique étrangère*, n° 1, 2008, pp. 23-76.

Les quatre articles de ce dossier s'intéressent aux rapports existant entre l'Union européenne et son voisinage à l'Est et au Sud, à travers des analyses de la Politique européenne de voisinage (PEV) et de l'Union pour la Méditerranée. Mise en place depuis 2003, la PEV paraît à la fois dense et ambiguë. De nombreuses interrogations subsistent néanmoins, notamment quant à sa finalité politique : s'agit-il d'affirmer l'unité de l'Europe ou d'y dessiner des espaces séparés ?

A l'Est, la PEV est soumise à des tensions du fait des objectifs particuliers recherchés par les Etats à travers leurs relations bilatérales et des politiques multilatérales mises en place par l'UE. Elle doit également prendre en considération la relation spéciale établie avec Moscou – un acteur primordial de la zone.

Au Sud, la PEV est complétée par l'Union pour la Méditerranée qui est venue répondre à l'aggravation de la fracture méditerranéenne, en termes économiques comme politiques, les mécanismes de coopération existants, notamment le Processus de Barcelone et la PEV, n'ayant pas eu de résultats à la mesure de leurs ambitions. L'Union pour la Méditerranée a pour objectif de développer de nouveaux mécanismes de coopération sans aller jusqu'à l'intégration. Toutefois, les conditions de son succès sont avant tout liées à la création d'un climat de confiance entre les pays riverains et l'UE. Cette confiance n'est pas implicite. Ainsi, l'Union pour la Méditerranée a été accueillie avec beaucoup de méfiance à Ankara, qui craint que celle-là ne se substitue aux négociations d'adhésion.

Enfin, la PEV et l'Union pour la Méditerranée doivent prendre en compte les initiatives américaines. L'analyse démontre un écart entre les perceptions européennes et américaines, y compris dans la définition de l'espace régional.

Le dossier comporte les articles suivants : E. BRIMMER, « Le voisinage de l'Union européenne: sphère de sécurité, réseau de connexion ou mariage de convenance ? » ; B. LIPPERT, « La Politique européenne de voisinage. Perspectives internes et externes » ; D. BAUCHARD, « L'Union pour la Méditerranée : un défi européen » ; D. SCHMID, « La Turquie et l'Union pour Méditerranée : un partenariat calculé ».

#### *Le renouveau des jeux de puissance*

- E. GOH, « Great powers and hierarchical order in Southeast Asia : analyzing regional security strategies », *International Security*, vol. XXXII, hiv. 2007-2008, pp. 113-157.

La fin de la Guerre froide laissait présager un regain de tensions dans la zone du Sud-Est asiatique, causé notamment par un désengagement des Etats-Unis et une remilitarisation générale de la région. L'auteur analyse ici les stratégies choisies par les Etats d'Asie du Sud-Est, en particulier les membres de l'ASEAN, pour assurer la stabilité et la paix régionales. Ces stratégies s'articulent autour de deux grands axes, une politique d'alliances tous azimuts (*omni-enmeshment*) et la création d'un équilibre d'influence, dont la finalité est d'assurer l'engagement pacifique et durable des grandes puissances, notamment des Etats-Unis et de la Chine, dans les affaires régionales.

- R. HAAS, « The age of nonpolarity. What will follow US dominance », *Foreign Affairs*, vol. LXXXVII, n° 3, mai-juin 2008, pp. 44-56.

Pour l'auteur, le « moment unipolaire » des Etats-Unis est révolu et l'organisation des relations internationales sera marquée au XXI<sup>e</sup> siècle par l'absence de polarité. En d'autres termes, le monde ne sera plus dominé par un ou plusieurs Etats. La puissance devrait être davantage répartie entre différents acteurs et l'influence des Etats déclinera au profit d'entités non étatiques, comme les organisations internationales, les ONG ou les groupes terroristes. Le monde « non polaire » sera un monde dangereux, où la sécurité des Etats-Unis passera par un engagement fort de ces derniers dans le multilatéralisme.

- P. HASSNER, « Que reste-t-il des grandes puissances ? », *Politique internationale*, n° 121, aut. 2008, pp. 262-272.

Au lendemain de la crise russo-géorgienne de l'été 2008, l'auteur analyse les mutations d'une société internationale rendue plus complexe par l'interdépendance économique et le poids des

passions dans les rapports entre Etats. S'opposent désormais deux visions : l'une, moraliste, qui évoque le retour de la Guerre froide ; l'autre, réaliste, qui appelle à un monde multipolaire fondé sur des hégémonies régionales et des sphères d'influence. La voie à suivre relève d'une synthèse entre ces deux visions, ce qui impose par exemple que l'Occident considère des pays comme la Russie, la Chine et l'Iran à la fois comme des adversaires idéologiques et comme des partenaires politiques.

- C. KUPCHAN, « Minor league, major problems. The case against a league of democracies », *Foreign Affairs*, vol. LXXXVII, n° 6, nov.-dec. 2008, pp. 96-109.

Le texte est un plaidoyer contre le projet de création d'une Ligue ou d'un concert des démocraties – projet avancé lors de la campagne pour l'élection présidentielle américaine par quelques politiques, libéraux ou néo-conservateurs, mais aussi par des universitaires. Pour l'auteur, les démocraties libérales n'ont pas besoin d'une telle alliance pour renforcer leur coopération entre elles et le temps n'est pas à l'institutionnalisation des fractures entre Etats démocratiques et non démocratiques. Le prochain Président américain devra écarter ce projet qui séduit peu les alliés des Etats-Unis et ne contribuerait guère au dialogue pourtant nécessaire entre les différentes puissances. Une réforme des organisations internationales régionales (OTAN, UE...) ou à vocation universelle (Conseil de sécurité), ainsi qu'une réforme des forums réservés (G8) apparaissent comme de meilleures réponses au désordre actuel.

- F. LAFARGUE, « L'Afrique au cœur d'une rivalité mondiale », *Questions internationales*, n° 33, sept.-oct. 2008, pp. 21-27.

Dans cet article tiré du dossier de *Questions internationales* consacré à « l'Afrique en mouvement », François Lafargue montre comment le continent africain est devenu depuis quelques années une des priorités diplomatiques de puissances émergentes comme la Chine, l'Inde ou le Brésil. La présence de plus en plus affirmée de ces pays en Afrique conduit les puissances occidentales à redéfinir leur traditionnelle politique africaine pour ne pas être évincées. Si ces rivalités sont une chance pour l'Afrique, elles soulèvent aussi des questions en termes de démocratie et d'environnement.

- J. RUBIN, « Building a new Atlantic Alliance. Restoring America's partnership with Europe », *Foreign Affairs*, vol. LXXXVII, n° 4, juill.-août 2008, pp. 99-110.

Pour l'auteur, les problèmes de sécurité internationale aussi divers que les guerres en Afghanistan et en Iraq ou le réchauffement climatique nécessitent, pour être correctement abordés, que les Etats-Unis puissent compter sur un renouveau de l'Alliance atlantique. Le prochain Président américain devra faire des concessions aux préoccupations de l'Europe (s'agissant du changement climatique ou du droit humanitaire par exemple) et restaurer ainsi l'image des Etats-Unis auprès d'un allié important pour sa sécurité et pourtant méprisé par l'administration Bush.

### *La réflexion sur l'Union européenne*

- « Europe : l'engagement français. Entretien avec Nicolas Sarkozy », *Politique internationale*, n° 120, été 2008.

Nicolas Sarkozy, président de l'Union européenne de juillet à décembre 2008, se révèle fidèle à la vision française de la construction européenne, « *multiplicateur d'influence* » pour le pays. Le Président affirme au rang de ses priorités la ratification du Traité de Lisbonne, la nécessité d'améliorer la

complémentarité entre une Europe de la défense et l'OTAN, ainsi que la relance de la relation euro-méditerranéenne au sein de l'Union pour la Méditerranée, dans une optique moins institutionnelle mais plus partenariale et plus concrète.

- G. CLAUDE, « Du bon usage de l'Union pour la Méditerranée », *Politique internationale*, n° 121, aut. 2008, pp. 220-232.

Promesse du candidat Nicolas Sarkozy, l'Union pour la Méditerranée a connu, sous la pression des partenaires européens de la France, une mutation par rapport au projet originel : elle comprend désormais tous les Etats membres de l'UE – et non plus seulement les Etats riverains de la Méditerranée – et utilisera les mécanismes existants issus du Processus de Barcelone. Cette Union pour la Méditerranée devra cependant vaincre les défis constitués par l'accueil mitigé de certains pays comme la Turquie et la Libye, mais aussi la faiblesse chronique des échanges entre les différentes rives.

- M.-C. CONSIDERE-CHARON, « Le non de l'Irlande au Traité de Lisbonne », *Politique étrangère*, n° 3, 2008, pp. 615-627.

Après avoir décrit les deux camps – celui du « oui », réunissant tous les partis politiques représentés au Parlement, soutenu par le patronat, une grande partie du monde syndical, des agriculteurs et les principaux médias, et celui du « non », coalition très disparate, allant de la gauche radicale aux nationalistes et aux Catholiques fondamentalistes –, l'article analyse les arguments de deux parties, ainsi que les craintes des Irlandais ayant conduit au rejet du traité. L'auteur s'interroge sur les conséquences de ce vote pour l'Union européenne ainsi que sur la posture post-référendaire à adopter.

- C. DEMESMAY, « L'Allemagne face à l'Europe de Nicolas Sarkozy », *Politique étrangère*, n° 2, 2008, pp. 373-384.

Dans les cercles dirigeants allemands, inquiets depuis quelques années de l'immobilisme politique de la France et de ses conséquences sur le processus d'intégration européenne, l'arrivée de Nicolas Sarkozy à l'Elysée a suscité un espoir de retour de la France « en Europe ». Cet espoir s'est pourtant accompagné de questionnements, voire d'une certaine méfiance vis-à-vis des positions françaises : Paris serait-il un partenaire fiable ou ferait-il cavalier seul ? Les désaccords se sont focalisés autour des questions économiques et monétaires, traditionnelle pomme de discorde entre les deux partenaires, ainsi qu'autour du projet du Président français sur l'Union pour la Méditerranée.

La vigilance est toujours de mise à Berlin : outre-Rhin domine l'impression que l'orientation de la politique européenne de la France dépendra en grande partie du succès des réformes socio-économiques internes.

- A. DULPHY / C. MANIGAND, « La France et la construction européenne », *Questions internationales*, n° 34, nov.-déc. 2008, pp. 108-116.

Alors que l'approche française de la construction européenne apparaît comme emblématique d'une volonté de projection nationale, cet article se demande pourquoi la France aborde aujourd'hui de manière aussi défensive une Europe qu'elle a largement contribué à édifier. Il replace dans une perspective historique cette logique de l'intérêt national, souligne les obstacles auxquels elle se heurte à

l'heure actuelle, avant d'envisager plus spécifiquement deux empreintes européennes du modèle étatique à la française.

- C. MORANGE, « L'Union européenne face au défi énergétique. Entretien avec Andris Piebalgs », *Politique internationale*, n° 118, hiv. 2008, pp. 227-240.

Le Commissaire européen à l'énergie énonce les objectifs de la politique de l'UE dans ce domaine : la réduction de sa consommation d'énergie, le développement des énergies renouvelables et la sécurisation des sources d'approvisionnement. Parallèlement, l'Union doit améliorer ses relations avec la Russie, qui est son principal fournisseur d'hydrocarbures, tout en respectant ses engagements d'augmenter la part des énergies renouvelables dans sa consommation énergétique.

- J.-L. SAURON, « Les conséquences institutionnelles et politiques du 'non' irlandais au Traité de Lisbonne », *Questions internationales*, n° 33, sept.-oct. 2008, pp. 82-88.

L'auteur analyse ici le processus qui a conduit à la conclusion du Traité de Lisbonne en décembre 2007, puis au refus de ce texte par les Irlandais, le seul peuple européen consulté par voie référendaire pour le ratifier. Le Traité de Lisbonne est le résultat d'un processus de réflexion engagé depuis 1995. Son rejet par l'Irlande marque un nouveau coup d'arrêt dans la construction européenne, après l'échec du Traité constitutionnel européen. Jean-Luc Sauron explique ces échecs référendaires successifs par l'absence de programme politique de l'Union européenne. Il faudrait selon lui définir d'abord le contenu des politiques communes avant de se donner les moyens institutionnels de les mettre en œuvre.

- J. R. SCHMIDT, « Why Europe leads on climate change », *Survival*, vol. L, n° 4, août-sept. 2008, pp. 83-96.

Dans cet article, John Schmidt, spécialiste de l'Europe au Département d'Etat américain, explique l'attitude de l'Union européenne face au changement climatique par la prévalence en Europe du principe de précaution. Si l'UE est prête à réduire unilatéralement ses émissions de gaz à effets de serre, sans que les pays en développement ne s'imposent les mêmes exigences, c'est en raison d'une culture politique particulière, caractérisée notamment par une aversion au risque et une plus grande tolérance face aux taxes. Les engagements européens unilatéraux sont également le reflet d'une tendance moralisatrice de l'action extérieure de l'UE. Enfin, cette dernière voit dans le dossier du changement climatique une occasion de s'affirmer comme un leader sur la scène internationale.

- J. SLAPIN, « Bargaining power at Europe's Intergovernmental Conferences : testing institutional and intergovernmental theories », *International Organization*, vol. LXII, hiv. 2008, pp. 131-162

Le destin institutionnel de l'Europe se joue lors des conférences intergouvernementales. Or, seule la théorie de l'intergouvernementalisme, qui se fonde sur les attributs non militaires des Etats pour expliquer leur pouvoir de négociation, fournit des instruments d'analyse de ces événements. L'institutionnalisme, théorie mettant l'accent sur le droit de veto de tous les Etats membres, peut cependant permettre d'avancer un autre cadre analytique pour les négociations au sein des conférences européennes. L'auteur, en s'appuyant sur ces théories étudiées de manière concurrente, construit deux modèles d'analyse des jeux de pouvoirs au sein des sommets européens. Leur utilisation pour l'étude du processus ayant conduit au Traité d'Amsterdam montre une plus grande pertinence de l'institutionnalisme.

- P. GARDE, « Le Kosovo : une étape irréversible », *Politique internationale*, n° 120, été 2008, pp. 285-319.

La proclamation de l'indépendance du Kosovo le 17 février 2008 n'a fait qu'entériner l'émancipation de cette province de la souveraineté serbe depuis 1999. L'auteur estime légitime une telle évolution, qui ne fait que suivre le chemin tracé par les anciens membres de la Fédération yougoslave en dépit des déchirements occasionnés. La réconciliation des peuples passe par un renforcement de l'Union européenne dans les Balkans et permettra de réunir en son sein et sur un pied d'égalité les différentes populations de l'ancienne Yougoslavie.

- I. LASSERRE, « Le Kosovo : l'indépendance et après. Entretien avec Hashim Taci », *Politique internationale*, n° 118, hiv. 2008, pp. 153-160.

Hashim Taci, premier chef de gouvernement du Kosovo, réaffirme dans cet entretien la légitimité de l'indépendance du Kosovo, « *la reconnaissance d'une situation de fait depuis huit ans* » dit-il. Il estime que cette indépendance a été retardée par les hésitations des Occidentaux, tout en reconnaissant le rôle positif de ces derniers notamment face aux réticences russes et serbes. Le nouveau statut du pays doit lui permettre de se doter d'institutions démocratiques stables et d'accélérer le développement économique.

- L. MANDEVILLE, « Russie : l'Empire contre-attaque », *Politique internationale*, n° 121, aut. 2008, pp. 1-109.

La réaction russe dans l'affaire géorgienne s'inscrit dans une logique de contrôle engagée par le pouvoir russe depuis l'accession au pouvoir de Vladimir Poutine. Ainsi, l'objectif du Kremlin est-il de remettre de l'ordre dans le pays en soumettant les territoires récalcitrants (la Tchétchénie) et en contrôlant le secteur économique, tout en restaurant le rang de la Russie sur la scène internationale en vassalisant les anciens pays membres de l'URSS. Le contrôle de la Géorgie peut dès lors être vu comme une tentative de peser sur l'approvisionnement énergétique de l'Europe en s'emparant de sa seule source d'approvisionnement indépendante de Moscou, à savoir le gazoduc de Bakou.

- J-P. PERRIN, « Le Hezbollah aux portes du pouvoir », *Politique internationale*, n° 121, aut. 2008, pp. 361-379.

Affaibli par le retrait syrien du Liban en 2005, puis par l'attaque israélienne en 2006, le Hezbollah a depuis recouvré et augmenté l'essentiel de ses capacités militaires et de son influence politique. Le mouvement chiite a du reste fait une démonstration de force en s'emparant de Beyrouth au mois de mai 2008, puis en facilitant l'élection à la présidence libanaise de Michel Sleimane quelques mois plus tard. L'auteur estime cependant que, contrairement au Hamas, le Hezbollah ne veut pas exercer le pouvoir, mais souhaite surtout bénéficier d'une liberté de mouvement accrue sur le territoire libanais.

- S. SERRANO, « Géorgie : le rêve brisé », *Politique internationale*, n° 121, aut. 2008, pp. 153-172.

Dans la foulée de l'indépendance du Kosovo, la Russie a profité des erreurs géorgiennes pour mettre en œuvre un plan de rattachement à sa sphère d'influence directe des provinces sécessionnistes que sont l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud. Selon l'auteur, Tbilissi a non seulement commis l'erreur de

privilégier l'option militaire en dépit de carences manifestes, mais aussi de trop compter sur un hypothétique soutien occidental.

- B. TERTRAIS, « Syrie : l'énigme nucléaire », *Politique internationale*, n° 120, été 2008, pp. 237-248.

Le raid israélien sur le territoire syrien en septembre 2007 a vraisemblablement permis de détruire un réacteur nucléaire à vocation militaire, construit avec l'aide de la Corée du Nord. Des inconnues demeurent cependant sur les buts de ce programme clandestin : sanctuarisation du territoire syrien ou tentative de la Corée du Nord d'avoir des activités nucléaires délocalisées ? L'auteur estime que le succès de l'attaque israélienne témoigne de l'efficacité de l'emploi de la force militaire face à la prolifération nucléaire.

- L. VINATIER, « La Russie : l'impasse tchétchène », *Politique internationale*, n° 118, hiv. 2008, pp. 183-200.

Les élections législatives de décembre 2008 ont, en Tchétchénie, bénéficié au parti au pouvoir Russie unie, qui a recueilli 99 % des suffrages exprimés. Bien qu'étant la preuve de la stabilisation de la province tchétchène, ce vote illustre la dérive autocratique de la présidence Kadirov, déjà marquée par la corruption et la criminalisation croissantes des élites politiques. En dépit de ces tares, on observe l'ébauche d'une prospérité économique qui, espère-t-on à Moscou et dans les milieux pro-russes échaudés par l'expérience kosovare, calmera les ardeurs indépendantistes de la population.

### ***Vie et crise du modèle démocratique***

Cette année, de nombreux articles se sont fait l'écho des tribulations du modèle démocratique. Deux séries de problématiques ont particulièrement retenu l'attention. La première est un signe traditionnel de la vigueur des différents régimes démocratiques car elle concerne les différentes élections et leurs enjeux. On pense évidemment à l'élection présidentielle américaine, mais pas seulement. D'autres Etats, à la démocratie peut-être plus fragile mais qui ont connu cette année différents scrutins (Iran, Russie...), ont également suscité des commentaires variés. La seconde série de réflexion sur le modèle démocratique est plus surprenante : elle concerne la pérennité même du modèle. Plusieurs auteurs se sont ainsi interrogés sur la fragilité croissante des Etats démocratiques, l'attrait moindre de ce type de régime politique et les conditions de sa protection et de sa promotion.

### *Numéros spéciaux*

- « La présidentielle américaine », *Politique étrangère*, n° 3, 2008, pp. 481-544.

Sorti avant que les élections présidentielles aient eu lieu, ce numéro s'interroge sur l'année électorale américaine en cours. L'intensité de la campagne électorale aux Etats-Unis tient essentiellement à trois facteurs majeurs : le sentiment général d'un échec de la présidence Bush, avec pour conséquences un affaiblissement international des Etats-Unis et une dégradation de la situation économique intérieure. Les auteurs s'interrogent sur la stratégie que les deux candidats devraient adopter face aux enjeux externes et internes, afin de gérer l'héritage laissé par le président George W. Bush, mais également sur les chances de Barack Obama de surmonter les préjugés et d'obtenir la victoire, d'où une interrogation sur la société américaine.

Les articles suivants ont particulièrement retenu notre attention : P. CHAMOREL, « Les grands débats de la campagne américaine » ; J. HOOWORTH, « L'élection américaine : les reconfigurations

internes » ; M. ZABOROWSKI, « Affaire étrangère : l'héritage de la révolution Bush » ; F. VERGNOLLE DE CHANTAL, « La politique d'immigration : l'oubliée de la campagne ? ».

- « La Russie, entre héritages et mutations », *Revue internationale et stratégique*, n° 68, hiv. 2007-2008, pp. 79-186.

Ce numéro de la *Revue internationale et stratégique* consacré à la Russie comporte un dossier divisé en deux parties, portant respectivement sur les défis internes et externes auxquels la Fédération de Russie doit aujourd'hui faire face. Pour ce qui est du point de vue interne, les contributions du dossier partent d'une analyse des rapports de force politiques à l'issue des élections parlementaires de 2007 qui ont consolidé la place de l'élite politique au pouvoir, pour ensuite se concentrer sur les différentes composantes importantes de la société russe : armée, jeunesse, société civile, immigrés. Concernant les défis externes, le dossier examine la politique étrangère et la doctrine militaire de Moscou, avant de passer en revue certains dossiers sensibles, comme les relations avec les Etats-Unis, l'intérêt pour l'OMC ou la politique énergétique de la Russie en Europe.

Les articles suivants retiennent particulièrement l'attention : O. GILLE-BELOVA, « Les élections parlementaires russes de décembre 2007 : une nouvelle étape dans la consolidation de l'élite politique au pouvoir » ; F. DAUCE, « Russie, la société civile en perdition politique » ; A. BRAUX, « L'émigration des pays de la CEI vers la Russie : enjeu de politique intérieure et extérieure ? » ; L. DELCOUR, « Comment la Russie voit-elle le monde ? Eléments d'analyse d'une politique étrangère en mutation » ; I. FACON, « Une nouvelle doctrine militaire pour une nouvelle Russie ».

- « Transition démocratique: la fin d'un modèle », *Esprit*, n° 1, janv. 2008, pp. 104-154.

Ce dossier spécial est constitué de trois articles, dont deux, en adoptant une approche théorique et historique, s'interrogent sur l'idée de modèle démocratique et sur la promotion de la démocratie dans le monde. Le troisième développe une analyse du vote plébiscitaire lors des élections législatives en Russie, le 2 décembre 2007.

Les articles suivants font partie du dossier : P. ROSANVALLON, « L'universalisme démocratique : histoire et problèmes » ; F. GUENARD, « La promotion de la démocratie : une impasse théorique ? » ; M. MENDRAS / D. ORECHKINE / J.-C. LALLEMAND, « Le 2 décembre de Vladimir Poutine : l'unanimité en marche ».

- « International : démocrates s'abstenir ? », *Esprit*, n° 8, août-sept. 2008, pp. 43-160.

Ce dossier regroupe des articles dont le contenu est consacré à des sujets variés, structurés par l'idée dominante du déclin du modèle démocratique.

En premier lieu, on trouve une interrogation sur les fondements de la démocratie ainsi que sur les bases de sa légitimité. Parallèlement, les illustrations concrètes du déclin sont données à travers la consolidation des régimes autoritaires en Russie et en Mexique, ainsi que le renforcement du pouvoir militaire en Turquie.

Les articles suivants retiennent particulièrement notre attention : P. ROSANVALLON, « Le décentrement des démocraties » ; entretien avec P. HASSNER, « L'emboîtement des crises : sécurité, légitimité, influence » ; M. MENDRAS / J.-Ch. LALLEMAND, « Poutine III. Comment les Russes ont dû voter Medvedev pour conserver Poutine ».



### *Le modèle en question*

- « Après les mollahs... Entretien avec M. Radjavi », *Politique internationale*, n° 120, été 2008, pp. 170-198.

La présidente du Conseil national de la résistance iranienne présente les orientations de son mouvement, qui fait de la fin du régime des Mollahs la condition de toute démocratisation. Soulignant le rôle pernicieux joué par l'Iran dans l'instabilité régionale, elle refuse le dialogue avec le pouvoir prôné par le rapport Baker-Hamilton.

- N. CASPERSEN, « Separatism and democracy in the Caucasus », *Survival*, vol. L, n° 4, août 2008, pp. 113-136.

Dans cet article écrit avant l'intervention russe en Ossétie du Sud, Nina Caspersen, enseignante à l'Université Lancaster, examine la situation des régions séparatistes du Caucase, qui ont conquis un certain degré d'autonomie et recherchent une reconnaissance internationale. En se fondant sur les cas du Haut-Karabagh et de l'Abkhazie, l'auteur montre que la rhétorique employée pour obtenir une reconnaissance internationale a évolué : au lieu de se référer au principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, le discours se fonde de plus en plus sur l'idée de « *earned sovereignty* », en insistant notamment sur les efforts de démocratisation effectués. Ces derniers, même imparfaits et modestes, sont réels.

- N. CONVERSE / E. B. KAPSTEIN, « The threat to young democracies », *Survival*, vol. L, n° 2, avr.-mai 2008, pp. 127-140.

A partir de l'étude statistique d'un échantillon de 122 cas recensés depuis les années 1960, les auteurs de cet article se sont penchés sur les facteurs de succès ou d'échec des jeunes démocraties. Ils montrent que le développement économique ne suffit pas à stabiliser un nouveau régime démocratique, mais qu'il doit être appuyé par la construction de contre-pouvoirs institutionnels et la mise en œuvre de politiques redistributives. Ces enseignements devraient servir aux pays développés pourvoyeurs d'aide.

- L. DIAMOND, « The democratic rollback », *Foreign Affairs*, vol. LXXXVII, n° 2, mars-avr. 2008, pp. 36-48.

Depuis 1974, plus de 90 Etats ont réussi leurs transitions démocratiques et 60 % des Etats indépendants sont aujourd'hui des démocraties. Cependant, parmi ces derniers, nombreux sont les modèles démocratiques, récents ou établis depuis longtemps, qui sont en danger de « récession politique » en raison de troubles internes ou d'une prédation externe. Le secours de l'Occident est alors essentiel : il doit continuer à promouvoir des règles de bonne gouvernance et renforcer son engagement par des aides conditionnelles au profit des Etats démocratiques les plus faibles.

- D. HAWKINS, « Protecting democracy in Europe and America », *International Organization*, vol. LXII, été 2008, pp. 373-403.

L'Organisation des Etats américains et le Conseil de l'Europe ont tous deux pour but de promouvoir et de maintenir les droits de l'homme au sein de leurs Etats membres. Pourtant, les politiques du Conseil de l'Europe s'avèrent plus efficaces que leurs contreparties américaines.

L'auteur, après avoir analysé la portée de la protection des droits de l'homme sur les deux continents, tente d'expliquer cette différence par la plus grande perméabilité du Conseil aux ONG. Les acteurs de la société civile, en ayant un meilleur accès au travail des organisations internationales, forcent les Etats membres à des résolutions plus engagées et plus précises. L'existence d'une perméabilité accrue améliorerait donc l'efficacité générale des actions des organisations internationales.

- A. GOLDSMITH, « Making the world safe for partial democracy? Questioning the premises of democracy promotion », *International Security*, vol. XXXIII, aut. 2008, pp. 120-147.

La promotion de la démocratie dans le monde est l'un des axes majeurs de la politique étrangère américaine ces dernières années, en particulier de l'administration de G. W. Bush. Il s'agit ainsi de reposer sur l'hypothèse selon laquelle les démocraties sont moins enclines au conflit, cette démarche vise à sécuriser le territoire et les intérêts américains. Cependant, pour l'auteur, la politique active de soutien à la démocratie, en particulier dans les pays musulmans, ne permet le plus souvent que l'établissement de démocraties partielles ou semi-démocraties. Celles-là ne peuvent se prévaloir de la retenue des démocraties « complètes » et se montrent plus instables que les autocraties. En ne distinguant pas entre niveaux de démocratisation, les Etats-Unis ne contribuent donc qu'à augmenter les risques internationaux.

*Les élections et leurs enjeux : Iran, Etats-Unis*

- T. DODGE, « Iraq and the next American President », *Survival*, vol. L, n° 5, oct.-nov. 2008, pp. 37-60.

Ecrit avant les élections présidentielles américaines du 4 novembre 2008, cet article détaille les positions des deux candidats, John McCain et Barack Obama, sur la politique américaine en Iraq. Tandis que McCain a développé une approche dans la continuité de celle de l'administration Bush, qui fait du renforcement des capacités iraqiennes le préalable au retrait américain, Obama s'est engagé à un retrait rapide des troupes américaines. En soulignant les risques de chacune de ces positions, l'auteur note à quel point les luttes partisans ont contribué à façonner le discours des deux candidats. Le danger serait que la politique des Etats-Unis en Iraq continue à être autant influencée par des considérations politiques internes au-delà des élections.

- D. FRUM, « Bush's legacy », *Foreign Policy*, vol. CLXVIII, sept.-oct. 2008, pp. 32-37.

George W. Bush est certainement le Président des Etats-Unis le plus impopulaire. Toutefois, selon l'auteur, le jugement de l'histoire sera plus clément. L'article vise à démontrer que son bilan va bien au-delà des aventures américaines en Iraq. Grâce à lui, l'Amérique aurait renforcé ses liens avec l'Inde, construit une relation pragmatique avec la Chine et adopté une politique de fermeté face à l'Iran qui devrait donner des résultats positifs dans les prochaines années. On pourrait même considérer que la guerre en Iraq a rendu l'Amérique plus sûre en éloignant les terroristes du territoire américain. Par ailleurs, la rupture de l'Alliance transatlantique ne serait pas seulement imputable au président Bush, mais à une évolution plus générale des relations internationales et aux conséquences du 11 septembre. En définitive, la politique extérieure du prochain Président américain pourrait ressembler bien davantage qu'on ne le croit à celle de George W. Bush.

- R. HOLBROOKE, « The next president. Mastering a daunting agenda », *Foreign Affairs*, vol. LXXXVII, n° 5, sept.-oct. 2008, pp. 2-24.

Selon l'auteur, jamais, depuis la Seconde Guerre mondiale, un nouveau Président américain n'aura été confronté à autant de défis extérieurs que celui qui est entré en fonction en janvier 2009. Si les Etats-Unis sont toujours une grande puissance et méritent d'exercer un *leadership* dans les affaires internationales, l'administration Bush n'a pas su répondre aux différentes priorités de politique étrangère. Les attentes sont immenses et la tâche du nouveau Président redoutable. Celui-là devra immédiatement se pencher sur la crise économique, la politique énergétique ou, plus globalement, l'image des Etats-Unis, sans oublier de réorienter la guerre contre le terrorisme tout en assumant la situation en Iraq et en Afghanistan.

- B. HOURCADE, « La 'prise du pouvoir' par les Gardiens de la révolution : retour au passé ou perspective d'ouverture ? », *Revue internationale et stratégique*, n° 70, été 2008, pp. 71-79.

Dans cet article, Bernard Hourcade analyse la montée en puissance au sein de l'Etat iranien de la génération des anciens combattants islamistes qui avaient vingt ans en 1979. Il émet l'hypothèse que ce changement générationnel pourrait permettre à l'Iran de sortir de l'impasse actuelle, en faisant évoluer ses politiques sans pour autant changer radicalement de régime. L'élection d'Ahmadinejad, l'un d'entre eux, à la présidence en 2005, ne doit pas masquer que le groupe des « Gardiens de la Révolution », les *Pasdarans*, est en réalité très hétéroclite. Au sein de cette génération, le clivage entre ceux qui sont allés combattre sur le front iraquien et ceux qui ont animé la révolution à l'intérieur de l'Iran est une clef de lecture importante.

- R. KAGAN, « The September 12 paradigm. America, the world, and George W. Bush », *Foreign Affairs*, vol. LXXXVII, n° 5, sept.-oct. 2008, pp. 25-39.

George W. Bush était à l'origine un réaliste et ce sont les attentats du 11 septembre qui l'ont persuadé de prôner une politique extérieure plus offensive. Pour l'auteur, la prochaine administration devra tirer les leçons des erreurs de la « guerre contre le terrorisme », mais ne pourra renoncer à lutter avec ses alliés pour un ordre international plus libéral et fondé sur le modèle démocratique. Le monde actuel ne réclame pas seulement de la norme et des promesses, mais aussi de la puissance. Au surplus, le monde devrait continuer d'être organisé autour de la superpuissance américaine et les Européens accepter que les relations transatlantiques ne soient plus jamais ce qu'elles ont été dans le monde bipolaire.

- M. MAKINSKY, « L'Iran après les élections législatives de 2008 : une victoire en trompe-l'œil ? », *Revue internationale et stratégique*, n° 70, été 2008, pp. 97-104

Michel Makinski dresse dans cet article un tableau des rapports de force politiques en Iran, en prenant pour point de départ les résultats des élections législatives de mars 2008. Il montre que les conservateurs ont dû prendre des précautions drastiques, en disqualifiant de nombreux candidats réformateurs et en contrôlant strictement les médias, afin que le profond courant de contestation qui traverse la société iranienne ne se manifeste pas par une sanction électorale. En dépit de sa victoire, le camp conservateur sort divisé du suffrage et les élections présidentielles de 2009 pourraient être l'occasion d'une recomposition politique.

- P. PAHLAVI, « La vraie nature du pouvoir iranien », *Politique internationale*, n° 120, été 2008, pp. 194-208.

L'auteur inscrit la politique étrangère de l'actuel pouvoir iranien dans la lignée des régimes précédents, dont l'obsession a toujours été de faire de l'Iran une puissance régionale – autour de

laquelle s'agrégeraient l'Iraq et le Liban – au rayonnement mondial. L'acquisition du savoir nucléaire, une stratégie d'influence régionale s'appuyant sur les solidarités chiite et panislamique sont autant d'outils pour atteindre ces buts intangibles.

- M. REISS, « Restoring America's image : what the next President can do », *Survival*, vol. L, n° 5, oct.-nov. 2008, pp. 99-114.

L'auteur, ancien *Director of Policy Planning* du Département d'Etat américain et conseiller du candidat à l'investiture républicaine Mitt Romney, fait ici le constat de la dégradation de l'image des Etats-Unis dans le monde et suggère les directions dans lesquelles le nouveau Président devrait s'engager pour restaurer celle-là. L'anti-américanisme, favorisé par des différences philosophiques, le rejet de la personnalité de George W. Bush et des désaccords politiques, est rendu plus aigu par des transformations structurelles de la situation internationale, qui font des Etats-Unis la seule superpuissance mondiale. Au-delà de la période de grâce dont pourrait bénéficier le prochain Président, l'orientation de ses politiques sera déterminante pour l'image des Etats-Unis.

- C. RICE, « Rethinking the national interest. American realism for a new world », *Foreign Affairs*, vol. LXXXVII, n° 4, juill.-août 2008, pp. 2-26.

Pour la Secrétaire d'Etat de la seconde administration Bush, le 11 septembre a contribué à redéfinir l'intérêt national des Etats-Unis. En conséquence, la politique étrangère américaine a été marquée depuis 2001 par plusieurs ruptures, même si elle s'est également inscrite dans une certaine continuité avec la période précédente. Si l'Amérique veille toujours autant à ses relations avec les puissances traditionnelles et émergentes, elle a également pris conscience des menaces liées à l'existence d'Etats défaillants non démocratiques. Pour l'auteur, il est ainsi vital pour l'intérêt national des Etats-Unis de mettre la puissance américaine au service de la promotion de la démocratie. Elle juge la politique menée sous sa direction à la fois nécessaire et juste et considère que ce réalisme à l'américaine, teinté d'idéalisme, devra encore guider l'action extérieure des Etats-Unis durant la prochaine présidence.

- S. SESTANOVICH, «What has Moscow done ? Rebuilding US-Russian relations», *Foreign Affairs*, vol. LXXXVII, n° 6, nov.-dec. 2008, pp. 12-28.

L'une des priorités du nouveau Président des Etats-Unis et de ses conseillers sera de trouver un nouvel équilibre dans la politique américaine à l'égard de la Russie, entre la coopération et l'isolement. Qu'il s'agisse – entre autres exemples – de la maîtrise des armements, de l'indépendance et de la démocratisation des Etats situés dans la sphère d'influence russe, plusieurs différends opposent les deux puissances. L'aventure russe en Géorgie souligne l'urgence d'une évaluation critique par le nouveau Président américain.

### ***La puissance chinoise***

A bien des égards, l'année 2008 aura été celle de la Chine. Si le pays le plus peuplé de la planète a été l'objet de tant d'attention, c'est bien évidemment en partie en raison de l'actualité, avec la tenue des Jeux olympiques de Pékin et les protestations contre la politique chinoise au Tibet. Plus généralement, l'attention portée à la Chine s'explique aussi par les nombreuses incertitudes qu'entraînent la rapide montée en puissance de ce pays sur la scène internationale. Ainsi, de nombreux auteurs ont saisi l'opportunité de l'organisation des JO à Pékin, en août 2008, pour réfléchir aux défis internes et externes auxquels la Chine doit faire face. En dépit d'une croissance rapide, la Chine reste

marquée par des fragilités et des contradictions internes importantes, comme en témoignent la répression interne, notamment au Tibet, les disparités régionales très marquées et les défis du développement économique. Au plan externe, la montée en puissance de la Chine, qui se manifeste notamment par la présence croissante de ce pays en Afrique et en Asie centrale, nourrit certaines inquiétudes chez les observateurs occidentaux.

#### *Numéros spéciaux*

- « Changing China », *Foreign Affairs*, vol. LXXXVII, n° 1, janv.-fév. 2008, pp. 2-66.

Ce dossier passe en revue les différentes problématiques soulevées par la montée en puissance de la Chine sur la scène internationale. Sur le plan intérieur, si les dirigeants chinois ont une vision de la démocratie fort éloignée des standards occidentaux, il n'en demeure pas moins qu'ils semblent appuyer une certaine libéralisation du régime. Sur le plan extérieur, on peut raisonnablement voir dans la montée de la puissance chinoise l'annonce de la fin du « moment unipolaire » des Etats-Unis, sans que cela ne signifie nécessairement pour autant une violente compétition pour la puissance. La Chine pourrait s'engager au côté des puissances occidentales pour réguler les désordres de la société internationale. Elle serait par exemple décidée à changer sa politique de soutien inconditionnel à des Etats peu recommandables comme la Corée du Nord ou le Soudan. Néanmoins, la Chine est toujours réticente à toute remise en cause du principe de non-intervention dans les affaires intérieures. Sur le plan commercial enfin, on peut se demander si la réévaluation de la monnaie chinoise est vraiment la solution à un meilleur équilibre du commerce avec l'Empire du milieu.

Les articles suivants retiennent particulièrement l'attention : J. IKENBERRY, « The rise of China and the future of the West » ; D. HALE / L. HALE « Reconsidering revaluation ».

- « La Chine olympique », *Esprit*, n° 8, août-sept. 2008, pp. 6-42.

Les contributions de ce dossier spécial mettent en lumière l'enjeu qu'a constitué pour le gouvernement chinois l'organisation des Jeux olympiques à Pékin. Dans l'esprit des dirigeants, l'organisation des Jeux avait un double avantage et un double objectif : mobiliser la conscience nationale de la population et montrer au monde la réussite de la Chine. La portée politique des Jeux est ouvertement admise par la presse chinoise elle-même. En s'exposant aux projecteurs des médias, la Chine s'est soumise également à des critiques, dont les plus graves concernaient le Tibet. Un article du dossier présente le contexte historique, politique et social qui a abouti aux émeutes au Tibet.

Le dossier contient des articles de J.-P. BEJA, « Une Chine moderne pour des Jeux olympiques exemplaires ? L'effondrement d'un rêve » ; F. ROBIN, « A qui profite le développement ? Politique chinoise en zones tibétaines (1998-2008) » ; entretien avec WEI Hanfeng, « La Chine doit être un exemple dans l'histoire des Jeux olympiques ».

- « La Chine des Jeux olympiques : défis internes et externes », *Politique étrangère*, n° 2, 2008, pp. 251-318.

Les Jeux olympiques de 2008 représentent pour Pékin un enjeu interne et externe crucial. Sur le plan interne, ils ont servi de facteur de réunification nationale par-delà les inégalités. Ils ont également été l'occasion d'investissements majeurs. Sur le plan international, ils ont symbolisé l'émergence de la puissance chinoise sur la scène internationale.

Cependant, l'organisation des Jeux olympiques a mis en lumière une contradiction entre les attentes respectives de la Chine et de la communauté internationale. Si la communauté internationale a mis en avant l'effet positif des Jeux en termes d'évolution et d'ouverture du régime, pour Pékin il s'agissait au contraire d'imposer un modèle d'ouverture économique sans ouverture politique incontrôlée et indépendant de toute ingérence.

Afin de mieux comprendre la posture chinoise, le présent dossier s'interroge sur le fondement de la croissance chinoise et ses liens avec les économies occidentales, sur la stabilité du régime politique et l'émergence d'une vraie société civile, ainsi que sur la place de la Chine dans la recomposition régionale, à travers les changements politiques à Taïwan.

Les articles particulièrement marquants sont : V. NIQUET, « La Chine face au défi des Jeux olympiques » ; F. NICOLAS, « Les débats sur la croissance chinoise » ; H. LE BAIL, « Le régime chinois face aux inégalités ».

- « La Chine dans la mondialisation », *Questions internationales*, n° 32, juil.-août 2008, pp. 79-186.

Ce numéro de *Questions internationales* est consacré à l'effet, sur la Chine, de son développement accéléré et de son ouverture à l'économie de marché, ainsi qu'à la place nouvelle de ce pays sur la scène internationale. En réunissant des articles qui analysent aussi bien l'adaptation de la puissance militaire chinoise que les conséquences sociales de la mondialisation en Chine ou encore les questions énergétiques, le dossier entend dresser un tableau large et nuancé des défis auxquels le pays le plus peuplé du monde doit faire face. La montée en puissance de la Chine sur la scène internationale n'est pas un phénomène univoque. Le mouvement en cours soulève beaucoup d'incertitudes et même d'inquiétudes, vu de l'extérieur, où l'on ressent déjà les effets de la croissance chinoise sur l'emploi et sur les prix des matières premières. Les thématiques de la démocratie, des droits de l'homme et de l'environnement sont autant de sujets sur lesquels les observateurs s'interrogent. Face à ces questionnements, la Chine s'efforce de rassurer ses partenaires, tout en tâchant de répondre aux immenses défis internes posés par la mondialisation et le développement.

Les articles suivants retiennent particulièrement l'attention : J.-P. CABESTAN, « Une très grande puissance incomplète et vulnérable » ; S. DELORY, « La nécessaire adaptation de la puissance militaire » ; F. GIPOLOUX, « Un modèle de croissance menacé » ; F. LAFARGUE, « Le défi de l'énergie » ; L. CHOUKROUNE, « Une participation sélective à l'ordre juridique international ».

### *Les Jeux olympiques*

- E. ECONOMY / A. SEGAL, « China's Olympic nightmare. What the games mean for Beijing's future », *Foreign Affairs*, vol. LXXXVII, n° 4, juill.-août 2008, pp. 47-56.

L'organisation des Jeux olympiques d'été 2008 à Pékin devait confirmer le développement et le nouveau statut de la Chine. Cependant, les mois qui précédèrent l'événement furent particulièrement agités pour celle-là. Les auteurs reviennent ici sur les critiques qui lui ont été adressées pour sa gestion de la question tibétaine ou pour son soutien au Darfour. Les thèmes de la pollution et de la sécurité alimentaire sont également abordés. Les Jeux ont ainsi souligné le décalage entre l'image de leur pays que les dirigeants chinois veulent présenter au monde et la réalité des défis auxquels il est confronté. Finalement, la crédibilité de la Chine dépend dans doute plus de la qualité des réponses qu'elle pourra apporter à ces différents problèmes que de la réussite des Jeux.

- R. FALIGOT, « JO : la médaille d'or de l'espionnage », *Politique internationale*, n° 120, été 2008, pp. 137-151.

Les Jeux olympiques de Pékin ont donné aux services de sécurité chinois l'occasion de mesurer l'efficacité du savoir accumulé depuis 1949 en matière de contrôle des populations, d'encadrement des masses et de lutte contre des subversions internes et externes. Influencé par les théories européennes de guerre subversive, le gouvernement chinois a mobilisé l'ensemble des services de sécurité, avec le double objectif de présenter au monde la grandeur « modeste mais efficace » de l'Empire du Milieu et de renforcer la lutte contre les dissidences internes (Oùïgours, Falugong, etc.).

- J. HOBERMAN, « The Olympics », *Foreign Policy*, vol. CLXVII, juil.-août 2008, pp. 22-28.

En se fondant sur les précédents Jeux olympiques et sur ceux de Pékin, l'auteur revisite ici quelques présupposés habituels sur la qualité et le sens de la plus importante rencontre sportive au monde. Au terme de son étude, il ne fait pas de doute que la dimension politique des Jeux est réelle, qu'ils ne promeuvent pas les droits de l'homme et que le Comité international olympique est une instance peu transparente. Au surplus, il est douteux que les Jeux olympiques puissent permettre à la démocratie de progresser dans les Etats qui les accueillent.

#### *Les défis internes*

- J.-L. DOMENACH, « Chine-Occident : avis de coup de vent », *Politique internationale*, n° 120, été 2008, pp. 155-167.

Les tensions apparues entre la Chine et les pays occidentaux en 2008 ont fait passer au second plan les divergences au sein du Comité central quant à l'orientation de la politique économique. Le sentiment anti-chinois en Occident à la suite des émeutes au Tibet a donné l'occasion aux élites d'accentuer l'orientation nationaliste du régime face aux « diktats » occidentaux. Pékin considère de plus en plus que l'Europe et les Etats-Unis utilisent des questions comme les droits de l'homme et les normes liées au commerce pour entraver son ascension.

- L. GOLDSTEIN, « China's Falklands lessons », *Survival*, vol. L, n° 3, juin 2008, pp. 65-82.

Alors que Pékin modernise ses forces armées, les stratèges chinois portent une attention toute particulière aux enseignements à tirer de la guerre des Malouines. Trois raisons motivent cet intérêt. Tout d'abord, la Chine dispose de peu d'expériences récentes de combat, notamment naval, sur lesquelles s'appuyer. Ensuite, la nature asymétrique de ce conflit l'intéresse. Enfin et surtout, la guerre des Malouines présente des similarités stratégiques avec un conflit possible autour de Taïwan. Si l'étude de ce précédent peut inciter Pékin à la prudence, les Chinois ont aussi noté avec intérêt les succès obtenus par les Argentins grâce à l'emploi de missiles *Exocet* et l'utilisation soigneusement planifiée de sous-marins. Les enseignements tirés de ce conflit en termes de projection de forces pourraient contribuer à faire de la Chine une puissance militaire globale.

- F. HAUTER, « Chine, l'empire de porcelaine », *Politique internationale*, n° 120, été 2008, pp. 70-80.

En dépit de l'image de prospérité projetée durant les Jeux olympiques de Pékin, la Chine vue de l'intérieur demeure fragile. Face aux contestations tibétaine et oùïgoure, le PCC continue de privilégier la répression et une colonisation de peuplement dont l'inefficacité est avérée. Sur le plan

socio-économique, il peine à gérer les disparités entre les régions. En matière politique, enfin, les autorités chinoises investissent le champ nationaliste pour éviter une large remise en question du système politique.

- M. HOLZMAN, « La Chine et la liberté », *Politique internationale*, n° 120, été 2008, pp. 97-113.

La situation des libertés et des droits de l'homme ne s'est guère améliorée en Chine, en dépit des Jeux olympiques. La peine de mort, la persécution des mouvements religieux et des opposants politiques sont toujours pratiquées par les autorités, qui ont instrumentalisé les Jeux pour promouvoir une idéologie nationaliste faisant fi des revendications socio-économiques.

- C. LENVENSON, « Tibet, le casse-tête chinois », *Politique internationale*, n° 120, été 2008, pp. 115-128.

L'irruption du Tibet dans l'actualité internationale au printemps 2008 a entaché l'image de la Chine quelques mois avant les Jeux olympiques et permis aux deux camps de rétablir le contact en dépit de leurs positions tranchées. Alors que les autorités chinoises privilégient la répression et la colonisation économique, les aspirations indépendantistes des Tibétains sont remises en cause par la présence croissante d'allogènes chinois et le soutien fluctuant de l'Inde voisine.

#### *La politique extérieure*

- H. BROADMAN, « China and India go to Africa », *Foreign Affairs*, vol. LXXXVII, n° 2, mars-avr. 2008, pp. 95-109.

Les échanges économiques entre l'Asie et l'Afrique n'ont jamais été aussi intenses. Entre 2000 et 2005, la croissance des exportations de l'Afrique vers la Chine a été deux fois et demie supérieure à celle des exportations de cette région vers les Etats-Unis. Le commerce n'est plus cantonné aux ressources naturelles. Pour l'auteur, la réciprocité de ces échanges dépend encore de la capacité des régimes africains à améliorer la compétitivité de leurs entreprises, ainsi que de la volonté de la Chine et de l'Inde d'ouvrir leurs marchés. L'engagement de ces deux pays en Afrique pourrait représenter une chance sans précédent pour le développement de ce continent.

- M. FRAVEL, « Power shifts and escalation : explaining China's use of force in territorial disputes », *International Security*, vol. XXXII, hiv. 2007-2008, pp. 44-83.

La Chine a, depuis 1949, pris part à vingt-trois conflits territoriaux, mais n'a employé la force que dans six d'entre eux. S'appuyant sur la théorie de la guerre préventive, l'auteur analyse ce choix du recours à la force comme une réaction à une relative perte de pouvoir de négociation (*bargaining power*) de la République populaire dans certaines situations, perte découlant généralement d'une amélioration de la situation stratégique ou militaire du rival. C'est en considérant cette variable comme déterminante qu'il entreprend l'étude des conflits ayant entraîné le recours à la force par la Chine.

- T. KELLNER, « La Chine et la grande Asie centrale », *Politique étrangère*, n° 3, 2008, pp. 575-587.

La Chine a réussi à consolider son influence en Asie centrale grâce au renforcement de ses liens politiques et la création de relations économiques bilatérales avec des républiques centro-asiatiques. Pékin a également relancé la coopération multilatérale dans les cadres de l'Organisation de coopération de Shanghai. Sa politique de coopération embrasse également l'Afghanistan, séduit par les investissements chinois ainsi que par l'influence politique de Pékin à Islamabad ou à Téhéran. A



l'échelle de la « grande Asie centrale », la proximité géographique, le poids politique et surtout le potentiel économique de la Chine constituent autant d'atouts lui permettant de poursuivre sa tranquille montée en puissance dans cet espace.

- M. KREPON / E. HAGT / S. DINGLI / B. SHIXIU / M. PILLSBURY / A. TELLIS, « China's military space strategy : an exchange », *Survival*, vol. L, n° 1, fév. 2008, pp. 57-198.

Cet article regroupe les réactions de cinq auteurs à l'article d'Ashley J. Tellis intitulé « China's military space strategy », publié en septembre 2007 dans *Survival*, dans lequel l'auteur concluait à la nécessité, pour les Etats-Unis, de s'engager dans une course aux armements offensifs et défensifs dans l'espace avec la Chine. Les contributeurs, qui ont chacun rédigé une réponse individuelle, contestent pour la plupart cette conclusion. L'article s'achève par une réponse d'Ashley J. Tellis, dans laquelle celui-là précise ses positions.